DIE 100 TAGE DER ZWEITE PARISER FRIEDE

319. Sack an Stein

Aachen, 31. Mai 1815

Stein-A. C 1/21: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Steffens, Briefwechsel Sacks Nr. 42; Alte Ausgabe V S. 238 ff.

Der Aufmarsch der preußischen Armee. Sack kritisiert deren untätige Stellung an den Grenzen Frankreichs im Hinblick auf die militärischen Rüstungen und die innere Konsolidierung der Stellung Napoleons. Die Stimmung der Rheinländer. Das Huldigungsfest, Klagen über die kränkende Behandlung durch Bülow und Schuckmann.

320. Stein an Frau v. Löw1

Frankfurt, 7. [Juni]² 1815

Stein-A. C I/12 t: Ausfertigung (eigenhändig).

Hoffnung auf einen Besuch der Frau v. Löw in Frankfurt.

Sie frugen mich, gnädige Frau, was wir für unser Vaterland hoffen dürfen³. Dieses zu beantworten, setzte ich aus, bis seine Angelegenheiten sich mehr entwickelt haben würden, und ich hoffe, es bald vollständig und mündlich tun zu können, da Graf Rantzau⁴ mir die Versicherung gibt, daß Sie wahrscheinlich herkommen würden.

Erfüllen Sie, gnädige Frau, unsere Wünsche, und erscheinen Sie bald in unserer Mitte. Der Tag, wo es geschieht, wird für mich ein wahrer Festtag sein.

321. Kapodistrias an Stein

Heidelberg, 31. Mai/11.[!] Juni 1815

PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Karl vom Stein D 1: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 454 f. (deutsch, gekürzt); Alte Ausgabe V S. 241 f.

Aufenthalt des Zaren am Neckar. Widersprechende Nachrichten aus Frankreich. Legt Stein nahe, wieder ins Hauptquartier des Zaren zu kommen. Die deutsche Frage. Das Problem der jonischen Inseln.

¹ S. oben Nr. 42, Anm. 3.

² Stein schreibt eindeutig: "Frankfurt, 7. Mai 1815." Wir rechnen eher mit einem Versehen bei Angabe des Datums als bei Angabe des Ortes und haben den Brief daher auf den Juni umdatiert.

³ In einem Brief vom 26. Januar 1815 (Stein-A. C I/12 t).

⁴ Der Schwager der Frau v. Löw (vgl. oben Nr. 42, Anm. 3)?

Je m'empresse de faire parvenir à Votre Excellence la lettre ci-jointe¹. Elle vient de Londres et nous a été apportée par un courrier qui nous annonce la fin heureuse de l'affaire concernant la dette hollandaise².

Je suis ici depuis quatre jours. Rien, mais rien de bien nouveau, si ce n'est que les charmes de ces belles contrées et de vos anciennes villes libres de l'Allemagne, que je viens de traverser non sans émotion et peine. Pourquoi donc, et à quoi bon de ne pas leur rendre cette existence politique à laquelle elles doivent uniquement leur ancienne prospérité et leur conservation actuelle? [Unleserliches Machiavelli-Zitat.]

L'empereur se plaît infiniment sur les bords du Neckar. S. M. habite une maison de campagne, jouit de la plus florissante santé, travaille assez méthodiquement, et paraît fort disposé d'attendre ici, ou dans les environs, l'arrivée de son armée. Il ne tardera pas plus longtemps.

Les dépêches et les nouvelles que nous avons reçues ces jours derniers n'annoncent rien de bien marquant. Les uns prétendent que nous n'avons qu'à paraître pour renverser l'oppression de la France, les autres s'efforcent de nous persuader que si nous osons mettre pied sur la terre française, des torrents de sang inonderont l'Europe sans la rendre ni plus heureuse, ni plus sage. Je ne crois ni aux uns, ni aux autres. La catastrophe de Murat prouve bien que les diplomates modernes ne savent pas se taire lorsqu'ils ignorent les faits et que très rarement ils se donnent la peine de les approfondir avec justesse et précision, j'en pense de même de tout ce qu'on nous mande de la France et relativement à la France. Chaque homme voit les choses par ses lunettes.

Les miennes sont très vulgaires. Elles ne voient dans la présente guerre qu'un effet nécessaire et inévitable de l'enchaînement des choses. Et comme je suis convaincu que cet enchaînement est indépendant de la volonté des hommes, ou de tel ou tel autre homme, ainsi je me persuade aisément que tout ce qui se fera, ou va se faire, est aussi nécessaire au monde politique que l'air que nous respirons l'est à notre existence. L'empereur est constamment de la même opinion, et S. M. porte la noblesse et le désintéressement de ses principes à une sublimité qui est peu commune dans l'époque actuelle. Que Dieu le bénisse! — Descendons plus bas.

Le comte Nesselrode va arriver. Et après lui et avec lui toute notre grandissime boutique diplomatique. Vous, Monsieur le Baron, qui n'est pas diplomate, est-ce que vous ne viendrez pas nous voir quelque part? Je désire du fond de mon âme vous avoir auprès de nous. Mais je n'ose pas l'espérer que pour quelques instants.

A mon départ de Vienne, on était à s'entendre sur les questions consti-

¹ Fehlt.

² S. oben Nr. 287, Anm. 1.

16. JUNI 1815

tutionnelles et territoriales de l'Allemagne, j'ignore si on est parvenu à fixer quelques idées fondamentales, j'en doute très fort, et vous savez bien où mes doutes se fondent. Mon affaire, l'affaire de mon cœur et de mon esprit, celle des Isles Joniennes, était toujours en discussion³. J'ai donné une collection d'articles, l'un plus court que l'autre, afin qu'on en choisisse un qui puisse enfin recevoir tous les chiffrages. Je ne demande, comme vous savez, Monsieur le Baron, que ce que tout honnête homme doit demander pour son pays. L'empereur ayant daigné de son approbation toutes les propositions que j'ai faites, je suis en partie tranquillisé. Nous verrons ce que M. le comte Nesselrode nous apprendra à cet égard.

322. Sack an Stein

Aachen, 14. Juni 1815

Stein-A. C I/28 Vol. 2: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Alte Ausgabe V S. 242 f.

Erweiterung seines Aufgabenkreises. Bevorstehende Ernennung zum Oberpräsidenten von Cleve und Berg. Die Stellung der Oberpräsidenten in der preußischen Verwaltung. Klagen über die ihm zuteil gewordene Behandlung durch Bülow und Schuckmann. Kritisiert die Untätigkeit der preußischen Kriegsführung.

323. Stein an Solms-Laubach

Frankfurt, 16. Juni 1815

PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 114. III. 10: Konzept (eigenhändig), Abgangsvermerk: ,,eodem ".

Bittet um beschleunigten Abschluß der Liquidation über das Lazarettwesen, da er in wenigen Tagen ins Hauptquartier der Verbündeten abgehen werde.

Der Abschluß des Liquidationsgeschäfts über das Lazarettwesen ist noch nicht zu Ende gebracht, unerachtet ich ihm seit dem 12. m. c. entgegensehe. Da meine Anwesenheit im Hauptquartier nötig ist und ich den 20., spätestens den 21 m. c., dahin abgehen muß, so ersuche ich Ew. Hochgeboren, dieses dem H[errn] v. Voß zu eröffnen und, im Falle es erforderlich sein sollte, ihn durch Abnahme eines Teils oder des Ganzen der unerledigten Arbeit instand zu setzen, sie zum Schluß zu bringen [und] deshalb das Nötige zu veranstalten¹.

[Nachschrift:] Das Lazarett im Deutschen Haus wird unverzüglich aufgehoben werden müssen. Die reußischen Kranken werden an das Bataillon

³ Die jonischen Inseln sollten zunächst unter österreichische Oberhoheit kommen, da Rußland aber nicht zuletzt auf Grund des Eingreifens von Kapodistrias Einspruch erhob, kam die Sache auf dem Kongreß nicht mehr zur endgültigen Entscheidung, wenn sich auch bereits die Lösung abzeichnete, die der Pariser Vertrag vom 5. November 1815 brachte: die jonischen Inseln wurden zu einem unabhängigen Staat unter englischem Protektorat erklärt. S. Angeberg II S. 1337 f., S. 1908 f. und S. 1580 f.

¹ Weitere Schreiben Steins über Einzelheiten der Lazarettkosten-Liquidation in den diesbezügl. Akten im Stein-A. C I/26 c und PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 114. III. 10.

abgegeben, die Preußen gehen nach Mainz, die Russen, Franzosen und Sachsen werden in dem hiesigen Garnisonshospital untergebracht gegen eine billige Vergütung, das Lazarettpersonal wird entlassen, die Inventarienstücke gereinigt, gewürdigt[!] und aufbewahrt.

324. Aufzeichnung Steins

Heidelberg¹, 20. Juni 1815

Stein-A. C I/27 a: Eigenhändig. Druck: Alte Ausgabe V S. 244 f.

Kritik der Artikel 54, 56, 58, 59 und 64 der Wiener Schlußakte. Bemängelt die Lückenhaftigkeit der Bestimmungen über den Zweck des Deutschen Bundes, insbesondere das Fehlen aller Anordnungen über den Schutz der landständischen Verfassungen und der bürgerlichen Rechte durch den Deutschen Bund. Kritisiert die mangelhafte Organisation der Bundesversammlung und die dadurch bedingte Erschwerung jedes tatkräftigen Entschlusses.

Ad art. 53 sq. sur la confédération germanique.

Art. 54² On a entièrement omis d'exprimer que le but de la fédération germanique doit également être la garantie et la conservation des institutions qui protègent les droits politiques et civils des différentes classes qui composent la nation.

Les §§ 56³ et 58⁴ établissent deux espèces d'assemblées fédératives, différentes par le mode de voter et par les objets de délibération, l'une est nommée assemblée générale (§ 58), l'autre diète fédérative (§ 56). Celle-ci paraît être l'institution à laquelle le mouvement régulier des affaires est confié comme le § 56 s'exprime de la manière la plus générale possible:

"les affaires de la fédération seront confiées à une diète fédérative." L'assemblée générale paraît n'être activée que pour les cas extraordinaires exprimés dans le § 58 — il spécifie comme tels:

¹ Hier besuchte Stein den Zaren im Hauptquartier der Verbündeten.

² Artikel 54: "But de la confédération germanique. — Le but de cette confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des états confédérés" (Klüber VI S. 56).

³ Artikel 56: "Diète fédérative. Les affaires de la confédération seront confiées à une diète fédérative dans laquelle tous les membres voteront par leurs plénipotentiaires, soit individuellement, soit collectivement, de la manière suivante, sans préjudice de leur rang." Es folgt die Aufzählung der stimmberechtigten Mitglieder (Klüber VI S. 56).

⁴ Artikel 58: "Assemblée générale de la diète. Lorsqu'il s'agira de lois fondamentales à porter, ou de changements à faire dans les lois fondamentales de la confédération, de mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif même, d'institutions organiques, ou d'autres arrangements d'un intérêt commun à adopter, la diète se formera en assemblée générale et, dans ce cas, la distribution des voix aura lieu de la manière suivante, calculée sur l'étendue respective des états individuels." Es folgt die Aufzählung der stimmberechtigten Mitglieder mit der Zahl der ihnen zustehenden Stimmen (Klüber VI S. 57 fl.).

20. JUNI 1815

- 1) législation de lois fondamentales,
- 2) changement de lois fondamentales,
- 3) mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif même,
- 4) institutions organiques,
- 5) ou d'autres arrangements d'un intérêt commun.

Toutes les mesures que prendra la fédération, militaires, politiques et même la plus grande partie de celles qui se rapportent à l'administration intérieure, sont

"des mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif ou des arrangements d'un intérêt commun",

il ne restera donc à la diète fédérative que les discussions entre deux états fédérés, et même celles-ci peuvent prendre la nature

"d'arrangements d'un intérêt commun"

si elles servent à établir un principe etc.

Dans l'assemblée générale, deux tiers des voix seront nécessaires pour former la pluralité, c'est à dire pour former une loi — et l'unanimité toutes les fois qu'il s'agira

- a) de lois fondamentales à établir ou à changer,
- b) d'institutions organiques,
- c) de droits individuels,
- d) ou d'affaires de religion,

l'unanimité sera requise dans l'assemblée générale et dans la diète fédérale⁵. Une majorité absolue ou de deux tiers ne sera donc obligatoire que

- 1) pour les mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif, en tant que ces mesures ne concernent pas les points a. b. c. d.,
- 2) et pour les mesures d'un intérêt commun, sauf les cas exceptés par les points a. b. c. d.

Ces exceptions sont en général très nombreuses et, étant exprimées très vaguement, on peut leur donner encore une plus grande extension.

L'art. 64⁶ fait mention de dispositions particulières qu'il faudrait examiner pour juger l'ensemble des institutions fédératives.

⁵ Vgl. dazu Artikel 59: "[...] On décidera par la pluralité des voix, tant dans l'assemblée ordinaire, que dans l'assemblée générale, avec la différence toutefois, que, dans la première, il suffira de la pluralité absolue, tandis que, dans l'autre, les deux tiers des voix seront nécessaires pour former la pluralité.

^[...] Cependant, chaque fois qu'il s'agira d'acceptation ou de changement des lois fondamentales, d'institutions organiques, de droits individuels, ou d'affaires de religion, la pluralité des voix ne suffira pas, ni dans l'assemblée ordinaire, ni dans l'assemblée générale" (Klüber VI S. 59).

⁶ Vgl. dazu Artikel 64: "Dispositions particulières. Les articles compris sous le titre de dispositions particulières dans l'acte de la confédération germanique, tel qu'il se trouve annexé en original et dans une traduction française au présent traité général, auront la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés ici" (Klüber VI S. 61).

L'institution fédérale est imparfaite quant au but, comme on n'a point eu égard aux intérêts des différentes classes de la nation, elle est imparfaite quant à son organisation, comme il sera difficile d'obtenir un acte obligatoire pour tous, une conclusion, puisque les cas qui exigent l'unanimité sont si nombreux.

325. Gneisenau an Stein

Novelles sur Sambre, 21. Juni 1815

Stein-A. C I/21: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 462 f., danach Pertz-Delbrück, Gneisenau IV S. 570 f.; Alte Ausgabe V S. 246.

Vorhaltungen wegen ungenügender Unterstützung seiner Dotationswünsche. Waterloo.

Ew. Exz. haben mir die Ehre erwiesen, einen Brief an mich zu richten, dessen Inhalt von mir schwer begriffen wird¹.

Nach einer in Paris gehaltenen kleinen Mahlzeit von Freunden verhießen mir Ew. Exz., unaufgefordert von mir, in Gegenwart des Generals Grafen Wallmoden, für mich mit einer Dotation am Rhein aus dem eroberten deutschen Gemeingut zu sorgen. Mit Dank nahm ich diese Verheißung auf. Als ich im April des Jahres den Rhein herunterfuhr, fiel mir der herrenlose Johannisberg auf, und der Wunsch, ihn zu besitzen, stieg in mir auf. Ich schrieb darüber an Ew. Exz.² u. id mahnte Sie, Ihr Versprechen zu lösen.

Darauf antworteten Sie mir, Sie hätten nichts mehr mit diesen Ländern zu schaffen, und mein Wunsch stimme nicht mit Ihren Ansichten.

Ich meine, daß Ew. Exz. entweder eine solche Verheißung mir nicht hätten machen oder so mir nicht hätten antworten sollen. Ich meine ferner, daß mir wohl ein Beuteanteil aus dem eroberten Gemeingut gebührt hätte. Bei aller Bescheidenheit weiß ich, was ich geleistet habe. Ich habe früher Ihr Interesse besser wahrgenommen³, als Sie jetzt das meinige. — Doch wollen wir davon schweigen und nur des neuen allergrößten Sieges uns freuen, den wir soeben erfochten haben.

Eine so entscheidende Schlacht hat es nie gegeben, hunderttausend Tote und Verwundete von beiden Seiten; die französische Armee aufgelöst, zerstreut, vernichtet, mit nur noch 27 Stück Geschütz, Bonaparte geflohen, ohne Hut, ohne Degen aus seinem Wagen sich rettend, Hut, Degen, Kleidungsstücke, Diamanten, alles in unsern Händen. Beinahe war er mein Gefangener, ich war nämlich an der vordersten Spitze. Ein Bataillon,

¹ S. oben Nr. 300. Zum Inhalt des Briefes vgl. auch noch das Schreiben Gneisenaus an Hardenberg vom 30. Juni 1815 bei Pertz-Delbrück, Gneisenau IV S. 571 f. sowie oben Nr. 103, Anm. 11.

² S. oben Nr. 132.

³ Nämlich während Steins Aufenthalt im österreichischen Exil.

24. JUNI 1815

das ich führte, ist reich geworden. Die Leute weinen zum Teil über das viele Gold, das sie erbeutet haben. Die Armee hat große Dinge getan, in drei Tagen zwei Schlachten gefochten, wovon die erstere unglücklich. Dies hat die Geschichte noch nicht gesehen. Es ist dies eine herrliche Armee.

326. Blücher an Stein

Noyelles, 22. Juni 1815

Druck: Pertz, Stein IV S. 461 f. (am Anfang des Bandes Faksimile), danach Alte Ausgabe V S. 246 f. und hier.

Der Feldzug in Belgien. Ligny und Waterloo.

Ich hoffe, mein verehrter Freund, Sie sind von mich zufrieden. In drei Tagen habe ich zwei blutige Schlachten geliefert und fünf heftige Gefechte bestanden, noch drei Festungen eingeschlossen¹. Nur mein eisernen Willen und den Beistand von Gneisenau sowie die Zuneigung der Truppen und ihre Bravour habe ich alles zu danken; an Vorstellungen und Klagen über zu große Anstrengung und Gefahren hat es nicht gefehlt, aber dergleichen habe ich von der Hand gewiesen. Übermorgen werde ich eine Unterredung mit Wellington haben, und dann vorwärts. Wreden habe ich dazu aufgefordert². Den Kaiser von Rußland habe ich kein Rapport gemacht, da ich weiß, daß der König ihm mein Bericht gleich mitteilt; ich bitte Sie aber, mich ihm zu Füßen zu legen und zu sagen: hätte ich mehr Kosaken und leichte Kavallerie bei mich gehabt, so sollte von den Franzosen wenig übriggeblieben sein.

Napoleon hat alles verloren, seine Kasse, seine Juwelen und seine ganze Equipage; er wurde so überrascht, daß er ohne Degen und Hut aus dem Wagen sprang und sich zu Pferde rettete. Sein Degen, Hut und Mantel sind in meinen Händen. Leben Sie wohl; ich wünschte, es wäre hier zu Ende, ich sehne mich nach Ruhe. Machen Sie, daß Alexander mich ein kleines Eigentum in der Nähe von Birnbaum gibt, so sind wir Nachbarn, ich will meine letzten Tage in Ruhe aufs Land verleben.

327. Stein an Kapodistrias

Frankfurt, 24. Juni 1815

Druck: P. Bailleu, Ein Schreiben Steins..., in: Korrespondenzblatt des Gesamtvereins deutscher Geschichtsvereine, 1899, S. 159 f., danach Alte Ausgabe V S. 250 und hier.

Die deutsche Bundesakte. Stein fordert die Rückgabe des Elsaß und Sicherheit für Deutschland. Hoffnung auf baldige Heimkehr nach Nassau. Bereitwilligkeit, notfalls wieder dem Hauptquartier zu folgen.

J'ai l'honneur de vous renvoyer, Monsieur le Comte, le pacte fédéral en allemand, une traduction que j'ai faite et mes observations sur le contenu

¹ Für die militärischen Einzelheiten der Schlachten von Ligny und Waterloo sowie der mit diesen Schlachten zusammenhängenden Gefechte sei auf R. Friederich, Befreiungskriege IV S. 109 ff. verwiesen.

² Wrede stand bei Beginn des Feldzugs in der Gegend von Mannheim-Oppenheim-Kaiserslautern-Speyer. Von hier aus ging er Ende Juni gegen die Saar und Mosel vor. S. R. Friederich, Befreiungskriege IV S. 281 ff.

de cette pièce¹. Tout imparfaite qu'elle est, il ne faut point perdre courage et tout attendre de l'action progressive de l'esprit humain. Je m'occuperai maintenant d'un mémoire sur la nécessité de réunir l'Alsace et ses forteresses à l'Allemagne². Nous ne demanderons que tranquillité et de n'être pas toujours obligés de courir les chances de voir l'ennemi pénétrer dans notre intérieur. Vous savez que les Allemands sont lents et pédants, et comme je ne désavoue point mon pays, j'ai ces défauts. Il me faut un peu de temps pour ranger mes idées sur cet objet. J'espère terminer mes occupations et aller chez moi le plus tôt que possible, toujours prêt à vous joindre, quand vous me direz que je pourrais être bon à quelque chose.

328. Denkschrift Steins für das russische Kabinett Frankfurt, 24. Juni 1815

Stein-A. C I/27 a: Konzept (eigenhändig) mit dem Vermerk Steins: "Pour le cabinet russe". Druck: Pertz, Stein IV S. 444 ff. (deutsch); Thimme, Staatsschriften S. 140 ff. und Thiede, Ausgewählte Schriften S. 225 ff. (beide nach der Übersetzung von Pertz); Alte Ausgabe V S. 247 ff.; Kleine Ausgabe Nr. 129 (deutsch, gekürzt).

Kritik der deutschen Bundesakte vom 8. Juni 1815. Enttäuschendes Ergebnis aller Hoffnungen und Anstrengungen des deutschen Volkes. Stein beklagt noch einmal den Verzicht auf die Wiederherstellung der Kaiserwürde, verweist auf die Schwäche der an ihre Stelle getretenen Zentralinstanzen, tadelt den mangelhaften Schutz der Grundrechte, die fehlerhafte Verfassung der Bundesversammlung und insbesondere die zu geringe Beschränkung der außenpolitischen Souveränität der Einzelstaaten. Hoffnung auf die Entwicklung vernünftiger Verfassungsgrundsätze im Laufe der Zeit, Aufforderung an den Zaren, in diesem Sinne auch in Zukunft zu wirken.

L'acte fédéral germanique a été signé le 8 juin a. c. par les plénipotentiaires des rois, princes et villes allemandes. Tout homme attaché à son pays et désirant sa félicité et sa gloire, est appelé à examiner si le contenu de cette charte répond à l'attente de la nation, à la grandeur de ses efforts, de ses souffrances, à l'énergie et à la nature de l'esprit qui lui a fait faire les uns et fait supporter les autres, si elle trouvera dans cette charte la garantie de sa liberté civile et politique, si les institutions qu'elle crée répondent au but de la guerre annoncé par les souverains alliés dans leur proclamations et sont conformes aux principes qui ont été professés par l'empereur dans sa conduite politique vis-à-vis des nations étrangères, la Suisse etc.

L'empereur déclara en entrant avec ses armées en Allemagne (avril 1813), son intention être d'aider les princes et les peuples allemands à reconquérir leur liberté et leur indépendance et de prêter à la régénération de l'antique empire une protection puissante et une garantie stable.

¹ S. das folgende Stück.

² Diese Denkschrift fehlt.

L'empereur insiste dans sa note du 11 novembre a. p.¹ sur l'établissement d'un système en Allemagne qui garantirait sa tranquillité intérieure, soumettrait l'emploi de ses forces à une direction concentrée et préviendrait les abus d'autorité en protégeant les droits de toutes les classes de la société par des institutions fortes, sages et libérales.

Nos nouveaux législateurs ont substitué à l'ancien empire germanique, ayant un chef, un corps législatif, des tribunaux, une organisation intérieure formant un ensemble, une fédération germanique, sans chef, sans tribunaux, liée faiblement pour la défense commune. Les droits des individus ne sont protégés que par la déclaration vague qu'il doit y avoir des états provinciaux, mais rien n'est statué sur leurs attributions (art. 13)², et une série de maximes (art. 18) sur les droits de chaque Allemand dans laquelle on a omis l'habeas corpus, l'abolition de la servitude³, et qui ne sont garantis par aucune institution protectrice.

L'organisation de la diète fédérale, soit qu'elle agisse comme a s s e m b l é e f é d é r a l e (art. 4)⁴ ou c o m m e p l e n u m (art. 7)⁵, n'admet que difficilement un acte obligatoire pour tous, puisque les cas qui exigent l'unanimité sont si nombreux et si vaguement exprimés. — Elle est requise (art. 7) toutes les fois qu'il s'agit

- a) d'établir ou de changer les lois fondamentales,
- b) de créer des institutions organiques de la fédération,
- c) de statuer sur les droits individuels,
- d) ou sur des matières de religion.

Le jus foederis des états avec les étrangers n'est limité que par l'obligation de ne point former des alliances dirigées contre la fédération ou contre

¹ S. oben Nr. 203.

² Artikel 13: "In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung stattfinden." (Huber, Dokumente I S, 78).

³ Durch den Artikel 18 der Bundesakte wurden den Untertanen der deutschen Bundesstaaten folgende Rechte und Befugnisse zugesichert: 1) das Recht zum Erwerb von Grundeigentum außerhalb des Staates, den sie bewohnen, 2) das Recht der Freizügigkeit innerhalb des Bundes, 3) das Recht, in jedem beliebigen Bundesstaat Zivil- und Militärdienst zu nehmen, 4) die Freiheit von aller Nachsteuer bei Veränderung des Wohnsitzes innerhalb des Bundesgebietes. Außerdem waren noch Verfügungen über die Preßfreiheit und den Schutz des geistigen Eigentums in Aussicht gestellt (Huber, Dokumente I S. 80).

⁴ Artikel 4 der Bundesakte: "Die Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundesversammlung besorgt, in welcher alle Glieder desselben durch ihre Bevollmächtigten teils einzelne, teils Gesamtstimmen [...] führen." Es folgt die Aufzählung der stimmberechtigten Mitglieder (Huber, Dokumente I S. 76).

⁵ Artikel 7 der Bundesakte: "Inwiefern ein Gegenstand nach obiger Bestimmung für das Plenum geeignet sei, wird in der engern Versammlung durch Stimmenmehrheit entschieden.

Die der Entscheidung des Pleni zu unterziehenden Beschluß-Entwürfe werden in der engeren Versammlung vorbereitet und bis zur Annahme oder Verwerfung zur Reife ge-

l'un de ses membres (art. 11)⁶. L'Allemand versera donc son sang pour des querelles étrangères à son pays si son prince contracte une alliance avec la France ou l'Angleterre contre une autre puissance; il sera même obligé de combattre son compatriote si le prince de celui-ci s'est lié à la partie adverse.

D'une constitution fédérale aussi fautive, on ne peut attendre qu'une influence bien faible sur la félicité publique de l'Allemagne, et il faut espérer que les maximes despotiques, dont plusieurs cabinets ne peuvent encore se détacher, seront peu à peu détruites par l'opinion publique, la liberté de la presse et l'exemple que plusieurs princes, surtout la Prusse, paraissent vouloir donner d'accorder une constitution sage et bienfaisante à leurs sujets.

La Russie peut donner plus de force aux principes et en accélérer l'application, si elle continue à les professer dans ses déclarations et à les faire appuyer par ses ministres dans les cours allemandes. Comme elle prend connaissance de l'acte fédéral par les articles 53 sq. du traité général qu'elle signera, elle pourrait s'expliquer sur son imperfection, la contradiction qui subsiste entre lui et les principes qu'elle a appuyés dans sa note du 11 novembre 1814 et qui étaient ceux que l'Autriche, la Prusse et le Hanovre avaient alors professés, et finir par insister sur la nécessité de remédier à ces imperfections dès que la diète fédérale s'assemblera et délibérera sur les lois fondamentales de la fédération.

bracht. Sowohl in der engeren Versammlung als in Pleno werden die Beschlüsse nach der Mehrheit der Stimmen gefaßt, jedoch in der Art, daß in der ersteren die absolute, in letzterer[!] aber nur eine auf zwei Drittel der Abstimmung beruhende Mehrheit entscheidet [...].

Wo es aber auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundeseinrichtungen, auf jura singulorum oder auch Religionsangelegenheiten ankommt, kann weder in der engeren Versammlung, noch in Pleno ein Beschluß durch Stimmenmehrheit gefaßt werden [...]" (Huber, Dokumente I S. 77).

Artikel 11 der Bundesakte: "Alle Mitglieder des Bundes versprechen, sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen, und garantieren sich gegenseitig ihre sämtlichen unter dem Bund begriffenen Besitzungen. Bei einmal erklärtem Bundeskrieg darf kein Mitglied einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen.

Die Bundes-Glieder behalten zwar das Recht der Bündnisse aller Art, verpflichten sich jedoch, in keine Verbindungen einzugehen, welche gegen die Sicherheit des Bundes oder einzelner Bundesstaaten gerichtet wären.

Die Bundes-Glieder machen sich ebenfalls verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittlung durch [...] eine wohlgeordnete Austrägalinstanz zu bewirken, deren Ausspruch die streitenden Teile sich sofort zu unterwerfen haben" (Huber, Dokumente I S. 78).

329. Kankrin an Stein

Frankfurt, 27. Juni 1815

Stein-A. C I/21: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 484 ff.; Alte Ausgabe V S. 250 ff. (beide mit falschem Absender: Carlowitz).

Die inneren Voraussetzungen des neuen Umschwungs der Dinge in Frankreich. Fehler und Versäumnisse des ersten Pariser Friedens. Auf Grund der letzten Erfahrungen fordert Kankrin eine nachhaltige Schwächung Frankreichs durch Kontributionen und Annexionen. Rußlands Interesse an einem solchen Vorgehen gegen Frankreich, das Verhältnis dieser beiden Mächte zueinander.

Die Zwecke der verbündeten Mächte beim Schluß des Pariser Friedens waren, durch Mäßigung und Edelmut die französische Nation zu gewinnen, allen weiteren Reaktionen vorzubeugen und die Völkerfamilie Europas, die untereinander in pöbelhaftem Streite lag, zu gesittetem Anstand zurückzuführen.

Dies Betragen mißfiel der großen Mehrzahl unter den Gegnern Frankreichs. Die Rückerinnerung tausendfältiger Leiden rief zur Rache, und in der Tat hat die Folge bewiesen, daß dieser Racheinstinkt richtiger geführt hätte als die weise Überlegung.

Die Franzosen hielten die Güte für Schwäche. Ihre Eitelkeit täuschte sich selbst. Die Erfolge der Alliierten waren bloß Folgen ihrer eignen Staatsumwälzung, das Glück der verbündeten Waffen war ein Spiel des Zufalls, in allem begründete sich die Superiorität des französischen Geistes, und seine Diplomatie wußte großenteils ihr altes Spiel zu treiben.

Also nicht geschlagen im Geiste, nicht eingeschüchtert von der Übermacht waren die Franzosen, und hier liegen die Grundkräfte, welche die bonapartische Revolution möglich machten.

Noch eine andere, bei diesen Umständen doppelt fühlbare Folge eines Systems der Milde war, daß Frankreich zu viele Elemente der Macht behielt.

Selbst in seiner jetzigen Lage ist Frankreich immer noch übermächtig. Die Einheit der Nation, ihre Tapferkeit, ihr Talent zum Krieg und zu allen raschen gewaltsamen Unternehmungen geben ihm von allen Völkern Europas eine entschiedene Superiorität, sobald — welches wohl nicht oft der Fall sein dürfte — nicht eine dreifach stärkere und ganz einige Koalition ihm entgegensteht.

Soll der jetzige Krieg nicht abermals in seinen Zwecken verfehlt ohne gründlichen Nachhalt bleiben, so muß das Selbstgefühl der Franzosen gedämpft, so müssen die Machtelemente geschwächt werden.

Nicht durch ordnungslose Gewalttätigkeiten und Kriegsübel kann das erste erreicht werden, es muß eine Strafe durch kalten richterlichen Ausspruch verhängt werden. Nicht durch Demütigungen ehrloser Art muß man den Stolz der Nation beugen, sondern durch bleibende Erinnerung der gehabten Verluste.

Die Mittel hierzu sind:

- 1. Eine Kontribution von 1000 Millionen, die ungefähr einer zweijährigen Einnahme gleich ist. Die Nation muß sich nach dem Vermögen außerordentlich taxieren. Die Güter der Verräter können mithelfen.
- Die Alliierten müssen ein völkerrechtliches Strafamt gegen die großen Verräter üben.
- 3. In Depot genommene Festungen, eine zu ernährende fremde Besatzung für Frankreich, beides bis zur Abtragung der Kontribution, müssen die Erfüllung sichern.

Gerecht ist dies Verfahren, weil die Nation in der Mehrzahl aus Verbrechern und Hehlern besteht, in der Minderzahl aus Schwachen, die bürgerlich feldflüchtig sind, und aus Indifferenten, die nur sich selbst im Auge halten.

Dies macht es nun doppelt notwendig, Frankreich zu schwächen. Es könnte dies wohl am besten geschehen, wenn die altertümliche Verteilung in eine Langue d'oc und eine Langue d'oui der Grund zu einem doppelten Frankreich würde. Allein hiervon ist kein Bestand zu erwarten. Die Nation ist zu sehr eine, alle Nerven der öffentlichen und Privatgeschäfte konzentrieren sich zu sehr in Paris; also eine solche Teilung würde bald zu einer Revolution führen, deren Explosion ihre Feuerbrände weiter schleudern könnte als voraus zu berechnen wäre. Man muß Frankreich Landnehmen.

Das Elsaß, den Lauf der Saar bis an die Voschen, vielleicht, wenn es nicht zu viel ist, Lothringen bis an die Maas, in Belgien einige Landstrecken und Festungen, welche die Gefahr für beide Grenznachbarn gleicher [!] teilen. Eine immer noch sehr gesicherte Grenze muß indessen Frankreich behalten, um eine festbegründete Macht in Europa zu bilden.

Man wird einwenden, dies führe notwendig zu neuen Kriegen. Allerdings, denn einen ewigen Frieden gibt es nicht. Aber im schlimmsten Fall, wohl uns, wenn Frankreich wie einst ein paar hundert Jahre kriegen müßte, bis es wieder an den Rhein käme, und gänzlich verschiedener, vermutlich tändelnder Art werden die nächsten Kriege sein, weil die nachbargleiche, die militärische Parität an Kriegshandwerk endlich wiederhergestellt worden.

Wohl würde aber hierbei zu beobachten sein, den natürlichen Freunden Frankreichs unter den deutschen Bundesgliedern eroberte Provinzen zu geben, die sie mit Frankreich in natürliche Opposition brächten.

Es könnte eingewendet werden, die Schwächung Frankreichs wäre der Politik Rußlands zuwider. Keineswegs!

Will man Rußland als einen Staat betrachten, der französischer Hilfe bedürfte, wo sind denn die Gefahren? Die Völkerkongregation, die Österreich heißt, wird immer mächtig sein und nie erobernd werden. Preußens Kräfte sind zu ungleich; der Deutsche Bund bleibt seiner Natur nach immer auf der Defensive. Ein Bund der Dreie. Dies könnte nur erwartet werden, wenn Rußland erobernd werden wollte. Allein dem streitet seine ganze Lage entgegen, besonders seit der Schwächung, welche ihm mit dem Erwerb des Herzogtums Warschau zugewachsen. Gesetzt aber, es bemächtigte sich eine solche Befürchtung des deutschen Volkes, so wird Frankreich nach allen Regeln einer gesunden Politik sie teilen. Sollte es aber auch für Rußland streiten wollen, so ist es immer mächtig genug, den Ausschlag zu geben. Rußland hat vielmehr ein unmittelbares Interesse, daß Frankreich schwächer werde, teils damit es das Gleichgewicht nicht von neuem störe und endlich Rußland in Kriege verwickle, teils weil der Riß zwischen der gallischen und germanischen Zunge größer wird und einen Gewitterableiter am Rhein bildet. Friede muß die Hauptlosung für Rußland sein, weil er ihm weit mehr geben kann als Krieg, und dieser auf Rußland weit schwerer lastet, als auf irgendeinem Land. Rußlands größter Gewinn, vielleicht auch der von Europa, ist es, ein Gegengewicht zu haben, das jeden Gedanken an fernere Vergrößerung von ihm entfernt. Seine Gefilde werden sonst allmählich menschenleere Steppen wie die geworden, wo einst Dschingis Khan Hunderttausende in einer Schlacht fallen machte. Die Folgen des letzten Krieges werden in Rußland erst recht fühlbar werden, wenn man sie überall vergessen hat.

Daß von allen diesen frommen Wünschen sehr wenige erfüllt werden, läßt sich voraussehen, vielmehr ist zu erwarten, daß die Anekdote vom verlorenen Sohne von neuem auf die Szene komme. Doch das ist eben die Armseligkeit und Kläglichkeit aller menschlichen Dinge!

330. Stein an Gneisenau

Nassau, 28. Juni 1815

Stein-A. C I/21: Ausfertigung (eigenhündig). Druck: Pertz, Stein IV S. 463 f., danach Pertz-Delbrück, Gneisenau IV S. 572 ff.; Alte Ausgabe V S. 253.

Gneisenaus Dotationswünsche.

Der Inhalt meines Briefes¹ war allerdings Ew. Exz. nicht verständlich², da meine Voraussetzung, der Staatskanzler werde Ihnen über Ihren Wunsch selbst schreiben, irrig scheint gewesen zu sein. Ich hätte es sehr gerne vermieden, mich über diese Angelegenheit näher zu äußern.

Als ich in Paris von einer Ew. Exz. zu erteilenden Dotation am Rhein sprach, so fehlte es nicht an Stoff dazu, und ich konnte nicht wissen, daß die Verwaltung der Provinzen des linken Rheinufers bereits in der ersten Hälfte des Junis 1814 an Preußen, Österreich und Bayern übergehen würde. Hierdurch ward ich außerstande gesetzt, in dieser Angelegenheit ferner zu wirken. Um dieselbe Zeit war die Rede davon, mir den Johan-

¹ Vom 26, April 1815 (s. oben Nr. 300).

² Vgl. oben Nr. 325.

nisberg zu erteilen. Der Herzog von Weimar, der im Herbst und Anfang des Winters Hoffnung hatte, das ganze Fuldische zu erlangen, war es zufrieden, der Kaiser wünschte es, und die Sache als eine geringere erwartete die Entscheidung der größeren, — Ew. Exzellenz schrieben mir im April³, ich gab also Ihren Brief dem Staatskanzler und überließ ihm die fernere Leitung der Sache, so wie ich Ihnen ihre fernere Betreibung überlasse. Wäre der Johannisberg das einzige Objekt der Dotation für einen Mann von Ew. Exz. großen Verdiensten, so würde ich alle meine Kräfte anstrengen, um ihn Ihnen zu verschaffen, so aber, wo es der Objekte viele gibt, so begnüge ich mich, die Sache ihren Gang gehen zu lassen.

Ew. Exz. werden hieraus ersehen, warum ich Ihnen so rätselhaft anwortete, ich wollte es vermeiden, von meinen Angelegenheiten zu sprechen, und vermutete, der Staatskanzler würde Ihnen ausführlicher schreiben. Er ist Ihnen zu sehr ergeben, um nicht sich auf eine oder die andere Art zu bestreben, Ihre Wünsche zu erfüllen.

Ich bleibe wegen meiner Gesundheit 4 bis 5 Wochen auf dem Lande, um das Bad zu gebrauchen, unterdessen wird Paris von den Armeen erreicht. Möge nur eine schwache Politik es nicht vernachlässigen, Resultate zu erreichen, die der Größe und dem Glanz des Sieges vom 18. Juni entsprechen.

331. Der Senat der Stadt Frankfurt an Stein

Frankfurt, 8. Juli 1815

Früher Stadt-Archiv Frankfurt: Konzept (im Kriege vernichtet). Druck: Alte Ausgabe V S. 253 f., danach hier.

Einladung zur Feier der förmlichen Selbständigkeitserklärung der Stadt Frankfurt.

Die hiesige Stadt wird morgen, den 9. dieses, ihre von den hohen verbündeten Mächten und dem Kongreß zu Wien geschehene Anerkennung als ein deutscher Bundesstaat feierlich begehen. Bei dieser Gelegenheit wird das seitherige Generalgouvernement auf dem hiesigen Kaisersaal vormittags 9 Uhr seine Verrichtungen einstellen und die von ihm seither ausgeübten Rechte dem Senat übergeben.

Es würde uns höchst schätzbar sein, wenn Ew. Exz. uns bei dieser feierlichen Handlung mit Ihrer Gegenwart beehren und sodann auch einem Gastmahl beiwohnen wollten, das zu Ehre dieses Tages nachmittags 4 Uhr auf dem Römer stattfinden wird.

Wir ersuchen Ew. Exz. um hochgefällige Äußerung, ob wir auf die Ehre Ihres Besuchs zählen dürfen¹.

³ S. oben Nr. 300, Anm. 1.

¹ Eine Antwort auf diese Einladung liegt nicht vor. Stein war bei der Feier selbst nicht anwesend. Vgl. dazu Schwemer, Geschichte Frankfurts I S. 151 ff.

332. Stein an Hardenberg

[Nassau,] 9. Juli¹ 1815

PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Hardenberg G 9: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 450; Alte Ausgabe V S. 254.

Erklärt sich unter gewissen Vorbehalten bereit, die Stelle eines preußischen Gesandten am Bundestag zu übernehmen.

Ich bin bereit, die erste preußische Gesandtschaftsstelle bei dem Bundestag zu übernehmen², glaube jedoch, mir folgende beide Bedingungen vorbehalten zu dürfen, wogegen ich auch auf allen Gehalt entsage:

- a) daß es mir nach meinem Ermessen, ohne besonderes Urlaubsgesuch freistehe, so oft ich glaube, daß die Geschäfte es zulassen, mich zu entfernen;
- b) daß der zweite Gesandte ein Mann sei, auf den ich Vertrauen setze und für den ich Achtung habe, ich bringe hierzu den Herrn Staatsrat von Rehdiger in Vorschlag.

333. Notizen Steins zu einem Schreiben an Kunth [Nassau,] 13. Juli [1815] Stein-A. C 1/17 Vol. 2: Eigenhändig.

Betr. Angelegenheiten der Herrschaft Birnbaum.

Ich überlasse ihm die Entscheidung der Frage wegen Vereinigung Birnbaums mit der Neumark. Es komme darauf an, ob das Edikt wegen der Gewerbepolizei und Gewerbesteuerfreiheit auf das Herzogtum Posen werde angewandt werden. Ein Tausch von Birnbaum gegen Domänen im Magdeburgischen oder Westfalen sei sehr zu wünschen. Ich wünsche eine Bestimmung, was ich aus Birnbaum für meine Haushaltung ziehen könne. Ich setze den Ertrag auf 8000 Tlr., hiervon gehen ab 2700 Tlr. Zinsen, bleiben 5300 Tlr. Verwende ich also 4000 Tlr. für mich, so bleiben immer noch 1300 Tlr. für Extraordinäres, Tilgung usw. übrig. Die münsterschen Kreditoren könnten in kleinen Summen von 500—1000 [Tlr.] zurückbezahlt werden.

334. Stein an Gräfin Reden

Nassau, 18. Juli 1815

Ehemals PrStA Breslau: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Konrad Wutke, Aus der Vergangenheit des schlesischen Berg- und Hüttenlebens (1913) S. 635 f.; Alte Ausgabe V S. 254 f., danach hier.

Redens Tod.

¹ Nicht Juni, wie Lehmann, Stein III S. 470, Anm. 2 angibt.

² Von Metternich war ihm auch die Stelle eines österreichischen Bundestagsgesandten angeboten worden, er hatte jedoch abgelehnt und blieb auch später bei diesem Entschluß, als Wessenberg und Hardenberg noch einmal an ihn herantraten (s. den Brief an seine Schwester Marianne vom 15. Dezember 1815, unten Nr. 366). Über die Gründe der Ablehnung s. auch seine Äußerung in der Autobiographie (hrsg. von Kurt von Raumer, ³1960, S. 52) sowie seinen Brief an Gneisenau vom 5. Dezember 1829 in Bd. VII dieser Ausgabe. Vgl. Ritter, Stein S. 522.

Auch in dem Augenblick des Hinscheidens¹ genoß unser verewigter Freund ein seltenes Glück, die Gegenwart derer, die seinem Herzen am teuersten waren, und das Bewußtsein, daß der Ruhm und die Wohlfahrt unseres deutschen Vaterlandes durch den herrlichen Sieg vom 18. Juni gesichert ward. Sein Tod war also ein sanftes Hinschlummern ohne physisches Leiden in dem Genuß des vollkommensten innern Friedens, den ihm die Erinnerung eines höchst wohltätigen, wirksamen Lebens und die heitere Aussicht in die irdische und in die Zukunft, so jenseits des Grabes liegt, verschaffte. Diese Trostgründe bieten sich selten vereint den Hinterlassenen an, Ihnen, meine verehrungswürdige Freundin, wurden sie zuteil, und Sie verdienen dieses Glück durch die Liebe, die Sie unserem Freund widmeten und mit der Sie den Abend seines Lebens beglückten.

Meine Frau trägt mir auf, Ihnen ihre lebhafte innige Teilnahme an dem Verlust, den Sie erlitten, auszudrücken, sie kannte den Wert des Verewigten.

Ich bin hier seit drei Wochen mit meiner Familie vereint und genieße der Ruhe und Unabhängigkeit, auf die man in meinem Alter Anspruch zu machen berechtigt ist. Die Gesundheit meiner Frau ist schwankend, ich hoffe aber, daß unsere milde Gebirgsluft sie wiederherstellen und befestigen werde.

335. Gagern an Stein

Paris, 25. Juli 1815

Stein-A. C I/21: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 480 f.; Alte Ausgabe V S. 255 f.

Lage und Stimmung in Paris. Friedensverhandlungen.

Da ich Ew. Exz. nicht selbst hier sehen kann und soll, so habe ich wenigstens ein Bedürfnis, mich mit Ihnen zu unterhalten.

In Frankreich geht es nun ein wenig bunt zu. Die frühere Unbill wird gerächt, am meisten von denen, die jene am schwersten getragen haben. Diese kitzligen Herren schreien gewaltig und oft im bedrohlichen Ton, als da ist, daß der König die Krone nicht mit Ehre tragen könne, sondern sich entfernen wolle, daß sie am Ende in der Verzweiflung sämtlich draufschlagen werden usw. Noch zur Zeit rührt mich das nicht sehr und muß nur da seine Grenzen finden, damit der künftige Unterhalt von Freund und Feind nicht gehindert und zerstört werde.

Vom Abtreten wollen sie gar nichts wissen und beziehen sich auf [die] Allianz mit Louis XVIII. und Versprechungen, deren ich mich gar nicht

¹ Reden war am 3. Juli 1815 gestorben. Über seine letzten Lebensjahre s. K. Wutke, Aus der Vergangenheit des schles. Berg- u. Hüttenlebens (1913) S. 613 ff.

entsinne¹. Daß man eine solche vel quasi wohl vorhatte und daß ich dagegen protestiert habe, entsinne ich mich zwar wohl und zähle es zu meinen besten Handlungen in Wien. Hier ist sie zur Erinnerung.

Herr von Humboldt sagte mir vor einigen Tagen: "Preußen wird wenig für sich zu wünschen haben; aber Sie müssen mehr Land und mehr Festungen haben. Bereden Sie nur dazu die Engländer."

An dem letzteren Bereden lasse ich es nun nicht ermangeln, und ich nehme keinen Anstand, Ihnen hier Auszug meiner letzten Depeschen anzuschließen.

Die Bevollmächtigten der vier Mächte halten Konferenzen². Etliche Protokolle habe ich gelesen, sie begriffen noch nicht Friedensverhandlungen, sondern den inneren Zustand von Frankreich und wie man sich benehmen solle. Das, was mir am merkwürdigsten schien, habe ich extrahiert und schließe es hier ebenfalls an³.

Wie sich die französischen Armeen benehmen, ergibt sich aus den Zeitungen. Ich glaube kaum, daß sie Lust haben werden, sich in offenem Felde zu schlagen.

In Absicht der Festungen fand ich in jenen Protokollen die Auskunft, daß sie sollen von stehenden Soldaten und Nationalgarden verlassen und der garde urbaine überlassen werden. In dem Falle werden sich die Alliierten gefallen lassen, sie nicht zu betreten, sondern daran vorbeizugehen.

Von meinen Kommunikationen bitte ich, die zweite und dritte geheim zu halten.

336. Stein an Görres

[Nassau,] 25. Juli [1815]

Jochnersches Archiv, Thauernhausen/Obb.: Ausfertigung (eigenhändig).

Benachrichtigt ihn von seiner geplanten Rheinreise mit Goethe.

Ich reise mit Herrn Geheimen Rat v. Goethe nach Köln¹, komme Donnerstag oder Freitag zurück und ersuche Ew. Wohlgeboren, sich so einzurich-

¹ Die Franzosen beriefen sich dabei vorzüglich auf Äußerungen der Verbündeten, daß der Krieg nicht gegen das französische Volk, sondern gegen Napoleon geführt werde, wobei sie nur übersahen, daß die französische Nation eine solche Trennung selbst unmöglich gemacht hatte, indem sie sich – wider Erwarten der Verbündeten – in ihrer großen Mehrzahl hinter den Kaiser stellte. Vgl. unten Nr. 345.

² Die Friedensverhandlungen wurden von einem Ausschuß der vier Hauptmächte – England, Preußen, Österreich, Rußland – geführt, die anderen am Krieg beteiligten Staaten sollten erst nach der Klärung der Hauptfragen zugezogen werden. Jede der vier großen Mächte hatte drei Bevollmächtigte in diesem Ausschuß, in welchem wieder Castlereagh, Metternich, Hardenberg und Nesselrode ein engeres Gremium bildeten. Vgl. den Brief des Kronprinzen von Württemberg an Stein unten Nr. 342.

³ Die hier und im vorhergehenden erwähnten Anlagen konnten nicht ermittelt werden.

¹ Vgl. dazu unten Nr. 340, Anm. 1.

ten, daß mein Reisegefährte und ich Sie treffen. Wir werden Sie von unserer Ankunft benachrichtigen.

337. Hardenberg an Stein

Paris, 26. Juli 1815

PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Karl vom Stein D 8: Ausfertigung (eigenhändig) mit dem Vermerk Steins: "geantwortet den 31., ich würde den 8. August kommen¹, zugleich geschrieben an Kapodistrias²¹".

Druck: Pertz, Stein IV S. 482; Alte Ausgabe V S. 256.

Dringende Aufforderung, nach Paris zu kommen.

Ich bitte Sie, liebste Exzellenz, kommen Sie jetzt so schleunig als möglich hierher. Sie sind uns durchaus nötig. Wenn Sie den Weg durch die Niederlande nehmen, reisen Sie völlig sicher.

[Nachschrift:] Hierbei ein Brief an Sie³.

338. Kapodistrias an Stein

Paris, 16./28. Juli 1815

Stein-A. C I/21: Ausfertigung (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 482 f. (deutsch, gekürzt); Alte Ausgabe V S. 256 f.

Legt ihm nahe, im Hinblick auf die bei den Friedensverhandlungen zur Sprache kommenden deutschen Fragen und Interessen nach Paris zu kommen.

Je ne vous ai pas écrit, Monsieur le Baron, du premier moment de notre arrivée à Paris, parce que les communications ont été jusqu'ici coupées par le désordre et par le brigandage des partisans. Nous sommes ici grâce à la victoire du 18 juin et au bon Dieu qui nous veut du bien; nous n'avons cependant rien fait de bon. Et comme à l'ordinaire, je crains que nous ferons une mauvaise besogne diplomatique; la raison est toute simple — les diplomates ne sont pas la meilleure espèce des hommes.

Et vous, Monsieur le Baron, toujours décidé à nous abandonner à notre triste sort et à vivre dans votre retraite? Est-ce que nous n'aurons pas le plaisir et le bonheur de vous voir ici? L'empereur dernièrement m'a demandé de vos nouvelles. Je lui ai répondu que j'en manque depuis Heidelberg, mais que je compte engager Votre Excellence à venir nous les donner elle-même; ce serait très bien. S'il faut donner la main aux affaires de l'Allemagne, qui est-ce qui nous aidera? Voici ce que je puis vous dire — je n'en dirai pas davantage sur ce chapitre pour laisser à Votre Excellence le choix libre du parti qu'elle jugera le plus convenable et le plus utile.

La grande affaire qui occupe actuellement tous les esprits n'est pas

¹ Stein verließ Nassau am 10. August und kam am 14. August in Paris an. Dort blieb er bis zum 10. September. S. seine Aufzeichnungen über diesen zweiten Pariser Aufenthalt unten Nr. 345. – Die Antwort Steins an Hardenberg fehlt.

² S. unten Nr. 339.

³ Vielleicht der Brief Gagerns vom 25. Juli 1815 (oben Nr. 335).

31. JULI 1815

encore mise sur le tapis. Chacun a son projet. Mais personne jusqu'ici ne s'est donnée la peine de s'expliquer. C'est nous qui avons pris l'initiative très abstractivement en consignant dans un petit mémoire quelques observations sur les différentes questions qui résultent de l'état actuel de la France et de celui des puissances alliées qui occupent militairement ce pays¹. Ce travail, qui a mérité l'approbation de l'empereur est sous la censure anglaise. Nous verrons ce qui en résultera².

Je n'entre pas en matière avec vous, Monsieur le Baron, parce que j'espère que nous en causerons ici et parce que ce serait trop long de vous en entretenir par une lettre que je griffonne à la hâte. La décision, cependant, des questions qui se rapportent à la fin de cette guerre, ne peut dans aucun cas demeurer étrangère à celles qui vous intéressent et qui sont intimement liées au sort et au bonheur de l'Allemagne. Je ne puis pas donc me faire l'idée de ne pas vous entendre, ne pas profiter de vos lumières. — Le prince Volkonski m'a remis le paquet que vous avez eu la bonté de lui confier pour moi. Tout reste en stagnation, et j'attends toujours vos résolutions pour savoir comment utiliser ma bonne volonté. Si vous vous décidez à venir, dites le nous, je ne ferai rien touchant les affaires allemandes qu'après vous en avoir parlé. Dans le cas contraire, je vous en écrirai. Je pense que notre séjour à Paris ne pourra se prolonger au delà du mois d'août. L'empereur paraît décidé à vouloir accélérer la fin des affaires qui réclament sa présence (cela entre nous).

339. Stein an Kapodistrias

Nassau, 31. Juli 1815

Stein-A. C I/21: Konzept (eigenhändig). Druck: Pertz, Stein IV S. 484 (deutsch); Alte Ausgabe V S. 258.

Entschluß zur Reise nach Paris. Hofft auf die Billigung des Zaren.

Les eaux d'Ems et l'air de la campagne ont suffisamment remis ma santé pour que je puisse entreprendre le voyage de Paris. Vous connaissez, M[onsieur] le C[omte], et, je me flatte, vous approuvez les motifs qui m'y amènent, ils sont produits par l'intérêt que je dois prendre à la sûreté de notre situation en Allemagne et par le sentiment, dont je suis pénétré, de la nécessité de lui donner une garantie suffissante de sa tranquillité intérieure et de procurer à ce pays et à ceux qui ont pris part à la guerre les moyens de fermer les plaies qu'une nation avide et ambitieuse leur a

¹ S. die Denkschrift Kapodistrias' vom 28. Juli 1815, gedruckt bei Angeberg II S. 1470 ff. sowie bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 1.

² Englischerseits äußerte man sich in zwei Gutachten, nämlich Castlereagh in seinen undatierten "Principles upon which the proposed negotiation with France ought to be conducted" und Wellington in seiner ebenfalls undatierten Denkschrift "Sur l'occupation des forteresses françaises". Die beiden Denkschriften sind gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 5 und Nr. 6.

frappées. J'espère que S. M. l'E[mpereur] ne désapprouvera point ce voyage et que votre amitié plaidera ma cause si les circonstances le rendraient nécessaire.

340. Goethe an Stein

Wiesbaden, 10. August 1815

Goethe- und Schiller-Archiv Weimar, Goethe-Briefe 12: Konzept (eigenhändig); Stein-A. C I/14: Ausfertigung (eigenhändig).
Druck: C. Schüddekopf, Goethe und die Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde, in: Goethe-Jahrbuch 21 (1900) S. 57 (gekürzt); Goethes Werke (Sophien-Ausgabe) Abt. IV Bd. 26 S. 66 ff., danach Alte Ausgabe V S. 258 f. Alle nach dem Konzept, hier nach der stilistisch stark abweichenden Ausfertigung.

Bedauert, ihn in Wiesbaden verfehlt zu haben. Rückblick auf den Besuch bei Stein. Die ihm durch Stein vermittelten Anregungen.

Da mir das Glück nicht geworden, Ew. Exz. am hiesigen Orte meine schuldige Aufwartung zu machen, so eile, schriftlich für die genußvollen und lehrreichen Tage¹ gehorsamst zu danken, deren Sie mich mit so viel Güte teilhaft gemacht. Ich finde mir eine neue Ansicht des Lebens und der Erkenntnis eröffnet, indem ich durch Dero Vertrauen hellere Blicke in die uns umgebende moralische und politische Welt richten sowie eine freiere Übersicht über Fluß und Gegend gewinnen konnte.

Diese Erinnerung macht mich doppelt glücklich, wenn ich mir die Dauer solcher Gunst und eine Wiederholung unschätzbarer Tage für die Zukunft versprechen darf. Hierzu kommt noch, daß die schönen, in Ew. Exz. Nähe mir gegönnten Stunden als Vorboten zu betrachten sind eines für mich höchst bedeutenden Ereignisses, da bei meiner Zurückkunft das Kommandeurkreuz des K.K. Leopolds-Ordens mit einem ehrenvollen Handschreiben des Fürsten Metternich durch die freundliche Hand des Herrn Baron von Hügel zu erhalten das Glück hatte. Leider beklage hierbei die Gebrechen des Alters und die Abnahme der Kräfte, die mich nicht im Stande lassen, so viel aufgehäufte Gunst und Gnade durch redliche Bemühungen wo nicht zu verdienen, doch wenigstens mit tätiger Dankbarkeit zu erwidern.

Indessen verfehle nicht, die durch Ew. Exz. angeregten Betrachtungen fortzusetzen und dasjenige, was ich bei näherer Prüfung den Umständen gemäß zu finden glaube, niederzuschreiben, um es baldmöglichst höherer

¹ Goethe und Stein trafen sich in Biebrich am Hofe des Herzogs von Nassau am 9. Juli 1815, am 24. Juli kam Goethe zu Stein nach Nassau, vom 25. bis 29. Juli 1815 unternahmen sie gemeinsam eine Reise den Rhein hinab nach Köln. Vgl. dazu sowie über die Frucht dieser gemeinsamen Reise Goethes Aufsatz über "Kunst und Altertum in den Rhein- und Maingegenden" (1816, Goethes Werke, Hamburger Ausgabe XII (1953) S. 142 f.), die Literaturangaben bei Lehmann, Stein III S. 460 und den Aufsatz von C. Schüddekopf im Goethe-Jahrbuch 21 (1900) S. 56 ff. S. auch E. M. Arndt, Wanderungen und Wandelungen S. 232 ff. sowie Goethes Tag- und Jahreshefte für 1815, Sophien-Ausgabe Abt. I Bd. 36 S. 94 ff.

18. AUGUST 1815

Beurteilung vorzulegen. Boisserée², mit Zweck und Mittel einverstanden, überliefert mir teilnehmend genauere Kenntnisse zu einem immer weitergreifenden Unternehmen.

Möge Dero vorhabende Reise nach Wünschen glücklich sein und mitten unter den bedeutendsten Umgebungen auch die Kunst- und Altertumstrümmer des südwestlichen Deutschlands sich Ihrer fördernden Teilnahme erfreuen!

Mit angelegentlichster Bitte, in dem schönen Kreise, der Hochdieselben umgibt, mein Andenken von Zeit zu Zeit gefällig walten zu lassen, verehrungsvoll Ew. Exz. ganz gehorsamster [...].

341. Denkschrift Steins für Alexander I.

Paris, 18. August 1815

Stein-A. C I/21: Konzept (eigenhändig); Hauptarchiv der UdSSR Moskau, 527. Fond 1126, Opis' 1 ed. chr. 787: Abschrift.

Druck: Gagern, Anteil an der Politik V/2 Nr. 6; Pertz, Stein IV S. 552 ff. (deutsch), danach Thimme, Staatsschriften S. 142 f. (Auszug); Alte Ausgabe V S. 259 ff. Sämtliche nach dem Konzept, hier nach der kaum abweichenden Abschrift.

Widerstreit der Meinungen über die Friedensbedingungen zwischen England und Rußland einerseits sowie Preußen und Österreich andererseits. Stein unterstützt den preußisch-österreichischen Standpunkt und verlangt gleichfalls als Garantie eines dauerhaften Friedens neben einer zeitweiligen Besetzung Frankreichs die Abtretung einiger Grenzfestungen an Deutschland und Belgien. Das Problem der europäischen und besonders der deutschen Sicherheit gegenüber den aggresiven Tendenzen Frankreichs.

La discussion est ouverte entre les alliés sur les indemnités et sur les garanties de la paix qu'on veut exiger de la France, et c'est sur le genre de celle-ci qu'il y a divergence d'opinion entre les cabinets russes et anglais avec les cabinets autrichiens, prussiens¹.

Tous conviennent que le traité de Paris a laissé la France dans un état de force militaire dangereux pour la tranquillité de l'Europe, et le duc de Wellington assure en être plus persuadé que même les ministres autrichiens et prussiens. Il s'explique de la manière suivante²:

"My opinion is that the french revolution and the treaty of Paris have left France in a too great strength for the rest of Europe, weakened as all the powers of Europe have been by the wars in which they have been engaged with France, by the destruction of all the fortresses in the Low

² Sulpiz Boisserée (1783–1854), der bekannte rheinische Kunstsammler, der zusammen mit seinem Bruder Melchior (1786–1851) sich um die Erhaltung und Sammlung deutscher Kunstdenkmäler am Rhein und um die Wiedererweckung des Interesses für die mittelalterliche deutsche Kunst die größten Verdienste erworben hat. Er lebte damals in Heidelberg, wo sich auch seine Sammlung befand.

¹ Wobei die ersteren für größte Schonung Frankreichs eintraten, während Österreich und besonders Preußen starke Friedens- und Sicherheits-Garantien forderten. Vgl. dazu Griewank, Wiener Kongreß S. 320 ff.

Wellington an Castlereagh, 11. August 1815, s. Webster, British Diplomacy S. 357 ff.

Countries and Germany and by the ruin of the finances of all the continental powers."

L'Autriche et la Prusse demandent des cessions permanentes de certaines places frontières afin que la France perde sa position militaire offensive, tandis que les ministres anglais et russes croient devoir se contenter d'une occupation temporaire de places fortes qui servent de garantie momentanée de la paix extérieure et de la conservation du gouvernement légitime. Tout empiétement considérable sur le territoire français leur paraît être contraire aux déclarations des alliés faites à Vienne le 13 mars etc.³ et à l'objet de la guerre qui était de terminer l'état révolutionnaire en France et d'établir un état stable de tranquillité. De grandes diminutions de territoire entretiendront la nation dans une irritation qui produira de nouvelles guerres, et, faites contre toute vraisemblance du consentement du roi, elles le perdront dans l'opinion publique.

Je dois observer que dans les transactions qui ont eu lieu à Vienne depuis l'apparition de Napoléon, on n'a jamais prononcé formellement la conservation de l'intégrité de la France, la déclaration du 13 mars contient la proscription de Napoléon aventurier, celle du [...]⁴ l'applique à Napoléon placé sur le trône, le traité d'alliance avec son article 8 modifié par le cabinet anglais ne s'engage même que conditionnellement de rétablir les Bourbons, et les cabinets n'ont point pu se réunir sur une déclaration sur l'intégrité de la France.

Le rétablissement des Bourbons, tel qu'il a lieu maintenant, ne peut point être considéré comme le terme de l'état révolutionnaire, la durée de leur existence ne dépend que de la présence des armées alliées. Un état de guerre sourde continue, comment peut-on dire que la nation française qui par l'apathie des bons, la perversité des mauvais a troublé la tranquillité de l'Europe, qui ne peut encore être abandonnée à ellemême, a des droits de réclamer son intégrité, qui, de l'aveu du cabinet anglais, est contraire aux intérêts de ses peuples.

Dans le fait, les alliés ne considèrent point l'état présent des choses comme un état de paix, si la France est considérée comme amie, comme marchant sur la même ligne avec les puissances, pourquoi l'occuper militairement, la frapper de réquisitions, de contributions.

Les deux plans, celui de l'occupation permanente d'une lisière militaire et celui de l'occupation temporaire, ont l'un et l'autre des grands incon-

³ S. oben S. 371, Anm. 266 und Nr. 335, Anm. 1.

⁴ Lücke in der Vorlage. – Eine solche zweite Proklamation als Ergänzung der Erklärung vom 13. März 1815 war zwar geplant, ist aber unterblieben. Vielleicht hat Stein hier den Artikel I des Bündnisvertrags vom 25. März im Auge. Durch diesen verpflichteten sich die Mächte unter Berufung auf die Erklärung vom 13. März zum gemeinsamen Kampf gegen Napoleon und seine Anhänger. S. den Text bei Angeberg II S. 971 ff.

18. AUGUST 1815

vénients. Si l'occupation permanente doit remplir les deux buts, celui de protéger la tranquillité intérieure de la France et celui d'assurer celle des voisins, il faut lui donner une grande étendue, et de là naîtront toutes les suites fâcheuses d'un démembrement d'une grande portion de territoire. L'occupation temporaire irrite également la nation vaincue et rétablit, quand le terme de la restitution est arrivé, les frontières dans l'ancienne situation, dangereuse, d'après l'aveu de tous les cabinets, pour la tranquillité intérieure de la France et pour la sûreté de ses voisins, qui seront alors exposés par la nature agressive de la frontière, qui invite à l'attaque, par l'ambition systématique du cabinet français et la pétulente vanité de la nation qui ne cessera de désirer la conquête de la Belgique et de la rive gauche du Rhin.

Les peuples demandent avec raison aux ministres rassemblés maintenant à Paris qu'on prévienne des guerres d'envahissement et qu'on cesse de leur demander encore de répandre leur sang et de sacrifier leurs propriétés. Il me paraît cependant possible de trouver une ligne moyenne proportionnelle en alliant les deux systèmes dans leur points essentiels.

On conviendrait de l'occupation temporaire d'une ligne de forteresses assez étendue pour appuyer la dynastie régnante et pour contenir les mouvements séditieux et révolutionnaires, et, le terme de la restitution échu, les places seraient rendues.

Le mémoire du duc de Wellington⁵ indique les places nécessaires pour obtenir ce but et leur choix; la forme de l'occupation, le terme de la restitution serait l'objet [des négociations] des cabinets entre eux et des cabinets alliés avec la France.

Les suites pernicieuses que le rétablissement de la frontière militaire offensive aurait pour la France et pour le reste de l'Europe ne peuvent être prévenues qu'en la modifiant, en donnant aux voisins les points indispensables pour leur défense et en ôtant à la France les points purement agressifs. Si on se borne à ces considérations, il suffira de ne soumettre que six à sept points à cette modification qui enlèverait à la France la facilité de troubler ses voisins et procurerait à ceux-ci, si non une garantie parfaite, au moins une plus grande contre les envahissements de leurs frontières. L'histoire militaire de la Belgique et de l'Allemagne nous indique la haute Meuse près de Dinant, Namur etc. et le haut Rhin comme les points les plus faibles de ce théâtre de la guerre, la défense de la haute Meuse exigerait donc la cession des places de Maubeuge, Givet, Philippeville à la Belgique, une cession de la ligne depuis Thionville, Saarlouis sur Strassbourg défendrait le haut Rhin, on pourrait même s'entendre sur la démolition de plusieurs des places nombreuses comprises dans cette dernière ligne.

⁵ S. oben Nr. 338, Anm. 2.

Dans les négociations de Gertruidenberg au commencement du 18° siècle, Louis XIV voulait céder Lille et Strassbourg, quoiqu'une armée nombreuse sous le maréchal Villard lui restât et qu'il pû compter sur la fidélité de son peuple. L'histoire française offre donc dans cet exemple à la génération présente, infiniment plus mal située que ne l'étaient ses pères, un motif de consolation.

L'Angleterre pourrait fortement contribuer à adoucir le sentiment d'amertume que ces sacrifices doivent causer à la France, en lui restituant quelques-unes des îles et possessions qu'elle a acquises par la paix de Paris, et on peut tout attendre de la noblesse et du [zèle] de faciliter la pacification de cette grande puissance.

Je me résume:

Le système d'occupation temporaire replace, à l'échéance du terme de la restitution, une frontière offensive dangereuse pour la tranquillité intérieure de la France, pour celle de ses voisins, dont les peuples auront des justes titres à se plaindre de ce qu'ils ont versé leur sang sans résultat pour leur bonheur.

PS: A ces réflexions, on oppose que toute cession permanente sera rejetée par le roi, qu'il préférera de prolonger la situation présente des choses plutôt que de signer un acte qui lui fera perdre toute considération.

Les cessions demandées ne sont point de nature à détruire la monarchie française, elles ne font que lui enlever des points offensifs pour ses voisins. Il n'y a donc point de proportions entre les maux dont la France est affectée par l'occupation militaire, par la désorganisation dans laquelle elle continue de se trouver, et les suites que la cession de ces places pourrait avoir pour elle, et il n'est par conséquent point douteux que le roi préférera de se prêter à l'une plutôt que de prolonger la durée de l'occupation militaire, dès qu'il sera persuadé de l'union des cabinets alliés sur cet objet, comme l'énergie pour une guerre nationale n'est ni dans le caractère de la nation, ni dans celui de ses chefs. Il est à désirer que cette union subsiste, que la Russie et l'Angleterre ne croient point qu'il soit de leur intérêt de laisser l'Allemagne toujours dans un état d'agitation et de souffrances.

342. Kronprinz Wilhelm von Württemberg an Stein Paris, 31. August 1815

Stein-A.1 Druck: Pertz, Stein IV S. 571 f.; Alte Ausgabe V S. 262 f., danach hier.

Überreicht eine Denkschrift über die Sicherung Süddeutschlands gegen französische Angriffe. Billigt den Protest Spaniens gegen das diktatorische Auftreten der vier Großmächte bei den Friedensverhandlungen.

¹ So die Angabe in der Alten Ausgabe, bei der Neubearbeitung im Stein-A. nicht ermittelt.

3. SEPTEMBER 1815

Ew. Exz. Verdienste um Deutschland, Ihre wahrhaft patriotischen Gesinnungen sind so bekannt, daß man mit Vertrauen Ihnen Wahrheiten vorlegen kann; in der beiliegenden Denkschrift sind die wichtigsten Fragen über unser süddeutsches Interesse behandelt²; sollten Sie glauben, daß deren Mitteilung nützen kann, so ist Ihnen überlassen, den beliebigen Gebrauch davon zu machen.

Mit wahrem Vergnügen höre ich heute, daß auch Spanien sich fest erklärt gegen die vierfache Despotie, welche seit dem Frieden von Paris sich anmaßt, über die teuersten Interessen aller europäischen Völker in letzter Instanz abzusprechen³; die nämlichen Ursachen müssen die nämlichen Wirkungen hervorbringen! Niemals wird das zivilisierte Europa weder die Despotie eines Staates noch die von mehreren Alliierten ertragen, sollte sie auch mit mehr Intelligenz geführt werden, als der uns vorgeschriebene Frieden von Paris und die Handlungsart auf dem Kongreß zu Wien zum lebenden Beweis dienen.

343. Waldeck¹ an Stein

Stuttgart, 3. September 1815

PrGStA, jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Karl vom Stein D 8: Ausfertigung. Druck: Alte Ausgabe V S. 274 f.

> Der württembergische Verfassungsstreit. Willkürliche Steuerausschreibungen der Regierung. Widerstand des Landes.

Indem ich für meine erste und dringendste Pflicht anerkenne, gleich nach meiner Ankunft dahier Ew. Exz. für die mir geschenkte geneigte Aufnahme und für den mir bezeugten Anteil an den Angelegenheiten des württembergischen Volksstammes meinen herzlichsten untertänigen Dank zu wiederholen, glaube ich, Hochdieselben zugleich erneuert versichern zu dürfen, daß die Einwirkung der allerhöchsten deutschen Höfe bei den eingetretenen Umständen der unglücklichen Untertanen letzte Hoffnung und das einzige Mittel sei, größerem Unglück vorzubeugen.

Nachdem gleich nach dem Auseinandertritt der Stände-Versammlung eine Landessteuer von 2 400 000 Gulden von dem Gouvernement ausgeschrieben worden war, haben alle Oberämter des Königreichs Deputationen an des Königs Majestät gesandt, allein dieselben sind nicht allein nicht angenommen, sondern es sind gegen sie solche Maßregeln getroffen worden, welche im Grunde nur Hochverrat und Aufruhr rechtfertigen möchten; die Tore Ludwigsburgs wurden gegen diese Deputationen geschlossen, obgleich diese nicht viele Personen in sich faßten, die Schlagbäume wur-

² "Mémoire sur les intérêts des Etats du Sud de l'Allemagne, à l'égard des garanties à demander à la France" o. D., gez. [H. K. F.] Wintzingerode (s. oben Nr. 209, Anm. 2), verfaßt vom Kronprinzen selbst. Gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 10.

³ S. oben Nr. 335, Anm. 2.

¹ S. oben Nr. 281, Anm. 5.

den den ganzen Tag über vorgezogen, die Wachen blieben unter dem Gewehr, und den bis in die Gegend von Ludwigsburg angekommenen Deputierten von fünf Oberämtern wurden königliche Kommissarien und starke Kavallerie-Abteilungen entgegengesandt.

Bei meiner Ankunft redete man allerhöchsten Ortes von einem wegen meinen Schritten bei den allerhöchsten Garanten gegen mich zu verhängenden Hochverrats-Prozeß, und wurde ich deshalb zur Verantwortung gezogen.

Zwar wird gegenwärtig von dem Beschluß geredet, die Stände-Versammlung wieder einzuberufen, doch ist deshalb noch nichts Offizielles erschienen², und die Stimmung des Volkes ist daher so gegen den Regenten gerichtet, daß man baldige Änderung als treuer Patriot von der Vorsehung inständig erflehen muß!

Möchten doch die höchsten Kabinette, höchstderen Verwendung des württembergischen Volksstammes letzte Hoffnung ist, solche Maßregeln nehmen, welche das gestörte Vernehmen des Regenten Württembergs mit dem Lande allein herstellen und allgemeinen Unruhen vorbeugen können!

Ich werde mich jetzt bis zur Wiederversammlung der Stände, oder in deren Ermangelung bis zu dem Zeitpunkt, welchen Ew. Exz. als zu Einleitung öffentlicher Schritte geeignet fänden, wieder in das Waldecksche begeben, und dort zu Bergheim bei Fritzlar werde ich Hochdero etwaigen Eröffnungen mit dem ehrerbietigsten Dank empfangen.

Ich behalte mir vor, von Frankfurt aus Höchstihnen ein vollständiges Exemplar der bei der Stände-Versammlung verhandelten Akten zu übersenden.

Erhalten Ew. Exz. dem Lande, dessen traurige Lage Hochdieselben kennen, Ihre gnädige und geneigte Teilnahme, und beglücken Hochsie dasselbe mit Ihrer kräftigen Unterstützung, welche ihm zur dringendsten Notwendigkeit wird. Nie werden die Stände etwas anderes begehren oder auch nur annehmen, als dasjenige, was dem Zeitgeist entspricht und was die Schritte des Regenten nicht unnötig hemmt.

² Nach dem ergebnislosen Verlauf der Verhandlungen über die vom König vorgelegte Verfassung hatte dieser am 21. Juli der Landesversammlung befohlen, ihre Sitzungen am 26. Juli zu schließen. Am 7. August waren die Steuern für 1815/1816 ohne Mitwirkung der Stände ausgeschrieben worden, doch wurden die Stände am 3. September auf den 15. Oktober wieder einberufen. Diese zweite Session, während der die Stände wegen ihrer starren Haltung sehr viel von den Sympathien einbüßten, die ihnen vorher in allen Teilen Deutschlands zuteil geworden waren, stand ganz im Zeichen der Vermittlungsversuche Wangenheims. Vgl. W. Grube, Der Stuttgarter Landtag (1957) S. 494 ff.

5. SEPTEMBER 1815

343 a. Stein an F. A. Gräfin v. Arnim¹ [Paris²,] 4. September 1815 Stein-A. (Depositum der Freiherr-vom-Stein-Gesellschaft): Ausfertigung (eigenhändig).

Er habe ihren Brief an ihren Enkel weitergeleitet. Adolf v. Arnim.

C'est au lieutenant-colonel Hedemann, aide de camp du prince Guillaume qui commande la cavallerie du 8e corps que j'ai remis la lettre que Votre Excellence a destinée pour le comte Fritz³ — donc je suis sûr qu'elle lui est parvenue dans ce moment. J'ai en même temps prié le général Gneisenau de lui faire des avances en cas qu'il les réclame. Il est bien heureux que notre jeune ami n'a point été placé au Régiment des Hussards de Brandebourg comme ce corps a si prodigieusement souffert.

J'espère qu'Adolphe⁴ donnera à Votre Excellence des sujets de satisfaction par son obéissance, son application aux sciences et ses dispositions morales et religieuses.

344. Stein an Alexander I.

Paris, 5. September 1815

Hauptarchiv der UdSSR Moskau 322 (früher Staatl. Zentralarchiv Leningrad), Fond 1409, Opis' 1 Delo 851: Ausfertigung (eigenhändig).

Auflösung der russischen Liquidations-Kommission in Dresden. Stein bringt Auszeichnungen und Rangerhöhungen für seine russischen Mitarbeiter aus der Zentralverwaltung in Vorschlag, besonders für Merian¹ und Nikolai Turgenev², "qui a été attaché depuis 1813 jusqu'à la fin de 1814 au département central [...] et qui s'est distingué par sa grande pureté de caractère et par ses connaissances en économie politique."

¹ Friederike Antoinette Gräfin v. Arnim, geb. v. Cramm-Sambleben (gest. 1818), die Großmutter der Grafen Friedrich und Adolf v. Arnim, deren Vormundschaft Stein übernommen hatte (vgl. unten Nr. 393).

² Stein schreibt versehentlich "Wien".

³ S. unten Nr. 394, Anm. 2.

⁴ S. unten Nr. 394, Anm. 3.

¹ S. Bd. IV Nr. 112, Anm. 4.

² Nikolai Ivanovič Turgenev (1790–1871), russischer Historiker. Er trat nach seinem Studium in Göttingen in den russischen Staatsdienst ein und wurde dann als russischer Vertreter dem Zentralverwaltungsrat beigegeben (s. Bd. IV Nr. 367, wo in Anm. 4 versehentlich sein Bruder Alexander genannt ist). Nach Rußland zurückgekehrt, wurde er zum wirklichen Staatsrat ernannt. Er war in die Dekabristen-Verschwörung von 1825 verwickelt, befand sich jedoch bei ihrem Ausbruch auf Reisen und wurde in Abwesenheit zum Tode verurteilt. Er hielt sich dann bis zu seinem Lebensende überwiegend in Frankreich auf. Über Steins Verhältnis zu Turgenev s. vor allem noch seinen Brief an Gneisenau vom 30. April 1829 in Bd. VII dieser Ausgabe; E. M. Arndt, Wanderungen und Wandelungen S. 223 f. und Heinz Mohrmann, Über die Beziehungen des Dekabristen Nikolai Turgenev zu Georg Sartorius und dem Freiherrn vom Stein, in: Deutschslawische Wechselseitigkeit in sieben Jahrhunderten. Veröffentlichungen des Instituts für Slawistik der Deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Nr. 9, 1956, S. 378 bis 398.

345. Aufzeichnungen Steins über seinen zweiten Aufenthalt in Paris
[August/September 1815]

Stein-A. C I/22 f: Eigenhändig. Druck: Alte Ausgabe V S. 264 ff.

Reise nach Paris.

Ankunft den 14. August¹. Die Veranlassung meiner Reise findet sich in den Briefen von K[apo]di[strias], den 28. Juli², und dem St[aats]-k[anzler], d.d. 26. Juli³. Ich unternahm sie den 10. August durch die Niederlande über Brüssel, Mons, Valenciennes, Péronne, Senlis. Auffallender Unterschied zwischen der Tüchtigkeit, Reinlichkeit, guten Kultur, Wohlstand, dem bescheidenen Wesen der Französisch-Flandrer mit dem Schmutz, der Ärmlichkeit in Kultur, Wohnung, landwirtschaftlichen Tieren, der Geschwätzigkeit, Müßiggang der Picarden und der auf dem Weg liegenden Franzosen.

Der Kaiser empfing mich äußerst freundlich, umarmte mich, warf mir meine schnelle Abreise von Heidelberg vor⁴ und [sprach] von der Notwendigkeit, in der er sei, mich zu sehen und mich über die allgemeine Lage der Angelegenheiten zu sprechen. Er begann mit Äußerungen von Mißbilligung, daß die preußische Armee, für die er so viele Achtung habe, die große, edle, schöne Angelegenheit, für die die Bundesgenossen fechten, durch Rachsucht, Mißhandlungen einzelner, Gewalttätigkeiten entstelle und entheilige. Diesen Gefühlen überlasse sich besonders Grolman, den er übrigens sehr achte, und auf diese Art entstehe ein Verfahren, welches allgemeine laute Klagen veranlasse und zu Widersetzlichkeiten reize. Ein ähnliches Betragen hätten sich die Württemberger und Bayern zuschulden kommen lassen, und so gebe man den Franzosen einen gerechten Grund zur Widerklage.

Es sei besonders der Kronprinz von Württemberg zu nachsichtig gegen seine Truppen, er treibe seine Ansprüche auf die Verminderung von Frankreich zu weit, er nehme Lothringen, Elsaß, einen Teil von Flandern in Anspruch⁵, dieses sei gegen die Zusagen, so man Frankreich in Wien bei dem Anfang des neuen Feldzugs erteilt⁶, auf eine solche Art werde die Nation auf das äußerste erbittert, die Veranlassung zu neuen Kriegen gegeben, das schwache Ansehen der Bourbonen ganz vernichtet werden. Es herrsche die größte Einigkeit unter den Bundesgenossen, man diskutiere in täglichen Konferenzen das gegen Frankreich zu beobachtende Verfahren, Rußland und England seien über die Grundsätze einig,

¹ Die Daten sind im Original nicht hervorgehoben.

² S. oben Nr. 338.

³ S. oben Nr. 337.

⁴ S. oben Nr. 324, Anm. 1.

⁵ S. oben Nr. 342, Anm. 2.

⁶ Vgl. oben Nr. 341, Anm. 3.

AUGUST/SEPTEMBER 1815

Preußen beharre auf Bildung einer militärischen Grenze, und Österreich sei gleicher Meinung, jedoch nachgiebiger.

Ich antwortete, die Erschlaffung der Disziplin aus Beweggründen der Rachsucht sei zu tadeln, ich werde hierüber mit meinen Bekannten sprechen und gegen sie meine mißbilligende Meinung äußern. Ebenso wenig billige ich, daß man der militärischen Grenze, die man anspreche, eine aggressive Ausdehnung gegen Frankreich gebe, notwendig sei aber eine Verteidigungsgrenze, und diese scheine mir eine Linie an der Obermaas, an der Saar und in den Vogesen. Die Sicherheit Belgiens und des Oberrheins erfordere sie, und es sei Pflicht der Bundesgenossen gegen die Niederlande und gegen Deutschland, beide Länder gegen Angriffe zu sichern. Die Bourbonen gäben keine Bürgschaft, da nach der Meinung aller verständigen Männer der Bürgerkrieg nach dem Abzug der Armeen unvermeidlich sei. Diese Bürgschaft könne nur in Verteidigungsanstalten bestehen.

Der Kaiser antwortete, die Elsässer hätten eine sehr große Abneigung, mit Deutschland vereinigt zu werden, ihr Handelsinteresse erfordere eine Verbindung mit Frankreich, er glaube, Beobachtung des strengen Rechtes sei eine bessere Bürgschaft für Erhaltung der Staaten als Festungen, ich möchte mir das Memoire zeigen lassen, so Kapodistrias angefertigt⁷ und in der Konferenz übergeben habe.

Ich ging zu Kapodistrias und teilte ihm den Inhalt der Unterredung mit dem K[aiser] mit. Er sagte mir, es sei übel, daß man die Eroberung von Paris so sehr beschleunigt habe, sein Vorschlag sei gewesen, mit den Abgeordneten der Kammern, so den Armeen entgegengeschickt waren, zu unterhandeln und sie zur Einwilligung in Abtretungen zu nötigen, die von Blücher übereilte Einnahme von Paris, von Wellington überschnellte Einsetzung des Königs in seine Hauptstadt⁸ habe die Verhältnisse verwirrt. Auch Metternich mißbilligte das schnelle Herbeirufen Ludwigs XVIII., er hatte ihm vorgeschlagen, nach dem südlichen Frankreich zu gehen, sich an die Spitze seiner Anhänger zu setzen, unterdessen wären die verbündeten Armeen nach Paris gekommen und hätten ein Abkommen zwischen dem König und seiner Gegenpartei vermittelt.

Wolle man die Bourb[onen] zu neuen Abtretungen veranlassen, so werden sie noch verächtlicher, als sie es bereits seien, eine neue Revolution werde ausbrechen und bei dem Stoff, der dazu in allen Ländern liege, noch gefährlicher werden als die erste; es bleibe also nichts übrig, als eine Armee in F[ran]kreich stehen zu lassen, den Betrag der Kontributionen

⁷ Gemeint ist wohl die Denkschrift Kapodistrias' vom 28. Juli 1815, gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 1 sowie bei Angeberg II S. 1470 ff. Vgl. auch Griewank, Wiener Kongreß S. 321.

⁸ Vgl. Pertz-Delbrück, Gneisenau IV S. 436 ff. und Griewank, Wiener Kongreß S. 314 f.

anzuwenden, um eine neue Festungslinie zu bauen, um sich gegen neue Angriffe der Franzosen zu sichern.

Ich bemerkte, das sicherste Mittel gegen das Fortschreiten des Revolutionsgeistes sei Befriedigung gerechter Forderungen der Völker, Rußland habe Verpflichtungen gegen Deutschland, seinen Bundesgenossen, in Hinsicht auf Sicherstellung seiner Grenzen und in Hinsicht auf Befriedigung mehrerer Geldanforderungen; zu den letzteren müsse ein Teil der Kontributionen verwandt werden, der übrige Teil zur Belohnung der Armee, zur Unterstützung der durch den Krieg verheerten Departements, zur Befriedigung der Gläubiger, es sei bedenklich, ein so zahlreiches Truppenkorps in Frankreich stehen zu lassen, es werde demoralisiert und seinem Vaterland entfremdet; es sei nicht willkürlich, wo man neue Festungslinien anlegen wolle und sei natürlicher, bereits angelegte zu benutzen als neue zu bauen.

Die Frage, wie die Alliierten Frankreich zu behandeln hätten und welche Bürgschaft von ihm zu fordern sei für die Ruhe von Europa, war vor den Gesandten zur Diskussion gekommen. Kapodistrias hatte (28. Juli) ein Gutachten abgegeben, welches Veranlassung gab zu Denkschriften von Hardenberg⁹, Humboldt¹⁰, Metternich¹¹, Boyen¹², Knesebeck¹³, Castlereagh¹⁴ und Wellington¹⁵.

Alle waren darin übereinstimmend, daß der Frieden von Paris Frankreich zu mächtig für das übrige Europa gelassen habe. Wellington sagte in seiner Denkschrift:

"My opinion is, that the french revolution and the treaty of Paris have left France in too great strength for the rest of Europe, weakened as all the powers of Europe have been by the wars in which they have been engaged with France, by the destruction of all the fortresses in the Low Countries and Germany and by the ruin of the finances of all the continental powers." Er glaubt, nichtsdestoweniger sei man nicht berechtigt, einen

⁹ Vgl. dazu Griewank, Wiener Kongreß S. 324. Wichtig hier vor allem in Anm. 40 der Nachweis, daß die an dieser Stelle gemeinte Denkschrift Hardenbergs bei Gagern, Anteil V/2 Nr. 9 gedruckt ist und daß der im Anschluß an die frühere Literatur in der Alten Ausgabe V S. 266, Anm. 1 gegebene Hinweis, es handele sich um die bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 8 unter Knesebecks Namen gedruckte Denkschrift, letztlich auf einen Irrtum Gagerns zurückgeht.

¹⁰ Die Denkschrift Humboldts ist gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 3 und in Humboldts Ges. Schriften XII/1 S. 3 ff.

¹¹ Druck: Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 4.

¹² Wohl die etwas spätere Denkschrift Boyens (vom September 1815 datiert), s. F. Meinecke, Boyen II (1899) S. 67 ff.

¹³ Druck: Gagern, Anteil V/2 Nr. 8, Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 8 und Angeberg II S. 1479 ff. (irrtümlich unter Hardenbergs Namen).

¹⁴ Gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 5.

¹⁵ S. oben Nr. 341, Anm. 2.



STEIN Ölgemälde von K. Steuben 1815

AUGUST/SEPTEMBER 1815

bedeutenden Eingriff in den Besitzstand Frankreichs zu machen nach den Deklarationen, so man von Wien aus gemacht, und nach dem Betragen des französischen Volks, das sich nach der Schlacht bei Belle-Alliance ruhig verhalten und im nördlichen und südlichen Frankreich sich den Bourbonen ergeben geäußert, und weil endlich durch eine solche wesentliche Änderung der Zweck, welchen die Alliierten bei dem Krieg gehabt, vereitelt werde. Dieser Zweck sei, die Revolution zu endigen, einen festen Frieden zu erlangen und in den Stand gesetzt zu werden, den Armeestand zu vermindern, die Finanzen zu ordnen. Würde der König seine Einwilligung verweigern, dann trete der Kriegsstand ein, und alle Zwecke des Friedens würden vereitelt, würde er sie erteilen, welches nicht wahrscheinlich sei, aber auch dann würden die Alliierten nicht entwaffnen können, weil die Zessionen den Unwillen der Nation im höchsten Grad reizen würden. Lord Wellington hält eine temporäre Zession der Festungen und ihre Besetzung durch eine verbündete Armee, so von Frankreich besoldet wird, vorzüglich einer permanenten Zession derselben, weil hiedurch zugleich die gegenwärtige Regierung versichert wird, die Franzosen zur Ruhe gewöhnt und die Nationen in den Stand gesetzt werden, ihr Inneres zu ordnen.

Lord Castlereagh setzt in seiner Denkschrift d.d. [...]¹⁶ die Fragen auseinander, so gegenwärtig zur Diskussion vorliegen, und hält die Vorschläge des F[ürsten] v. Well[ington] für die den gegebenen Umständen am angemessensten, er gesteht, daß wichtige Gründe für die Meinung streiten, Frankreich sei zu stark für die Ruhe von Europa, daß der Frieden von P[aris] strenge genommen keine verbindende Kraft habe, daß Eur[opa] seiner eigenen Sicherheit schuldig sei, die Eingriffe Frankreichs zu beschränken, wäre es sicher, daß hierdurch nicht Gelegenheit zu neuen Kriegen werde gegeben werden, entstünde nicht die Gefahr, Uneinigkeiten zwischen den Bundesgenossen über die neuen Territorial-Einteilungen zu veranlassen.

Da aber der Einfluß einer solchen Maßregel wenigstens problematisch ist, dem Geist des Traktats d.d. 25. März zuwiderläuft, so scheint das System der temporären Okkupation der gegenwärtigen Lage am angemessensten, da es ohnehin Europa in einem Zustand von Allianz erhält, der bei einer endlichen Länderverteilung von selbst aufhören würde. Sollte demnach Frankreich dennoch durch dieses System nicht beruhigt werden, "then the allies will again take up arms not only with commanding positions in their hands, but with that moral force which alone can keep such a confederacy together": eine hübsche Aussicht, — für Deutschland.

¹⁶ Gemeint ist Castlereaghs Denkschrift vom 12. August 1815, gedruckt bei Webster, British Diplomacy S. 361 f.

Ich stellte dem Kaiser mein Gutachten ([18.] August¹⁷) zu, er las es mit Aufmerksamkeit und hatte mit mir eine Unterredung. Hier wiederholte er, man dürfe Frankreich keine solchen Bedingungen vorschreiben, die die Regierung verächtlich machten und ihren Sturz zur Folge haben würden, Zessionen würden diese haben, nicht temporäre Okkupation. Ich erwiderte, ich glaube das Gegenteil, eine mäßige Zession setze den übrigen größeren Teil der Nation in einen Zustand der Ruhe und lasse ihm die Hoffnung, das Verlorene wiederzuerlangen, sei der Zeitpunkt der Zurückgabe der Festungen eingetreten, so erhalte Deutschland seine alte nachteilige Grenze, die es allen feindlichen Anfällen aussetze. Er erwiderte, trete dieser Zeitpunkt [ein], so werde man die neuen Festungen mit dem Betrag der französischen Kontributionen erbaut haben. Ich bemerkte, weder Preußen noch Österreich sei imstande, dieses zu tun, da beide dieses Geld brauchen müßten, um ihre Untertanen zu befriedigen, deren übermäßige Anstrengungen allein sie in den Stand gesetzt hätten, den Krieg zu führen. Er sagte mir, Kapodistrias solle mir das Minimum, welches er fordern werde, bekanntmachen.

Wir sprachen nunmehr über den Kronprinzen von W[ürttemberg], über den er mißvergnügt war wegen seines bittren, spöttischen Wesens, wegen seiner Verbindung mit d[er] P[rinzessin] Bagration und wegen der Entfernung, worin der Prinz sich von ihm hielt. Dieser glaubte, der Kaiser mißbillige sein Memoire über die deutsche Grenze¹⁸ und war sehr erbittert. Ich wünschte, daß ein vollständiger Bruch vermieden werde, der Kaiser versicherte mich, er wünsche, sein gutes Vernehmen mit ihm zu erhalten, und ich möchte ihm dieses in seinem Namen nur sagen.

In meiner Zusammenkunft mit Kapodistrias sagte er mir sehr vieles vor [!] das System der temporären Okkupation, welches ich ihm widerlegte, er meinte, Rußland habe kein Interesse, Frankreich zu vernichten und andere Mächte hiedurch in die Lage zu setzen, ihre ganze Aufmerksamkeit und Kräfte gegen R[ußland] zu richten, der Kaiser müsse endigen und seiner inneren Verwaltung sich unterziehen.

Diese war allerdings zerrüttet, 17 Gouverneurstellen waren unbesetzt, ein Defizit von 60 Millionen und das Mißvergnügen sehr groß, hingegen die Armee wünschte, im Ausland zu bleiben.

Ich antw[ortete], der Kaiser habe Verpflichtungen gegen seine Bundesgenossen, vernichtet solle F[rank]reich nicht werden, nur weniger gefährlich gemacht werden, und sei seine Gegenwart nötig, so könnten ja nur seine Bevollmächtigten und ein Teil der Armee zurückbleiben. Nach seiner Erklärung, die er mir gab, will der Kaiser Landau, Hüningen, die Zessionen von 1814 an Deutschland zurückgeben.

¹⁷ S. oben Nr. 341.

¹⁸ S. oben Nr. 342, Anm. 2.

AUGUST/SEPTEMBER 1815

Graf Münster hatte (15. August) ein M[emoire] an den Regenten gesandt¹⁹, worin er die Vorschläge Lord W[ellingtons] und C[astlereaghs] angriff und eine bessere Grenze für Deutschland forderte. Dieses veranlaßte Castler[eagh], seinen Bruder, L[ord] Stewart, (den 24.) nach London mit einer Widerlegung²⁰ und mit Modifikationen zu schicken. Der Regent war übrigens so unzufrieden mit Castlereagh, daß er eine Unterhandlung mit der Opposition anfing wegen Bildung eines anderen Ministeriums, wie mir der König von Holland sagte, die sich aber an den übertriebenen Bedingungen zerschlug, die sie machte.

Die Anstalten zur Zusammenziehung der russ[ischen] Armee auf den 10. September bei Vertu in der Champagne wurden getroffen, und der Kaiser hatte die Absicht, von da aus über Dijon und Lyon, wo österreichische Revuen sind, nach Hause zu gehen. Er sprach seinen Entschluß (26. August) deutlich gegen Lud[wig] XVIII. [aus], als der den Wunsch gegen die drei Souveräne äußerte, sie möchten ihre Armeen zurückziehen. Dieser Entschluß beunruhigte die Bundesgenossen sehr. Münster glaubte, er werde in Deutschland stehen bleiben, während neue Verwicklungen in Frankreich entstünden. Hardenberg vermutete, er wolle sich mit Frankreich verbinden, beides war nicht wahr. Der Kaiser hat ein sehr lebhaftes religiöses und Ehrgefühl — das große Drama, an dem er einen so ruhmvollen Anteil genommen, auf eine so schändliche und verruchte Art zu endigen, dies hat nicht die geringste Wahrscheinlichkeit. Hiezu kommt, daß er soeben die Verbindung der Großfürstin Anna mit dem Prinzen von Oranien selbst geschlossen²¹, daß er seinen Bruder Nikolaus mit der Pr[inzessin] Charlotte von Preußen vermählen will²², daß er endlich in einem freundschaftlichen Verhältnis mit dem König von Pr[eußen] steht.

Die deutschen Fürsten, namentlich Bayern, Würt[temberg], Baden, schlossen sich nun an Preußen, weil sie ein Stück von Elsaß zu erhalten hofften²³, sie waren erbittert über das eigenmächtige Verfahren der vier

¹⁹ Wahrscheinlich die Denkschrift Münsters vom 17. August mit Begleitbrief und Zusatz vom 18. August 1815, gedruckt bei Webster, Foreign Policy of Castlereagh 1812 bis 1815 S. 562 ff.

²⁰ Hier ist wohl nicht, wie in der Alten Ausgabe V S. 269, Anm. 1 vermerkt, die Denkschrift Castlereaghs vom 17. August gemeint (Druck: Webster, British Diplomacy S. 362 ff. und Castlereagh, Correspondence X S. 484 ff.), die bereits am 23. August beantwortet wurde (Webster, British Diplomacy S. 368 f.), sondern sein Schreiben an Liverpool vom 24. August 1815, in dem auch ausdrücklich auf die Mission Stewarts Bezug genommen wird (Druck: Wellington, Supplementary Dispatches XI (1864) S. 137 ff. und Webster, British Diplomacy S. 370 f.). Vgl. auch Webster, Foreign Policy of Castlereagh 1812 bis 1815 S. 469 ff.

²¹ S. oben S. 330, Anm. 80.

²² Prinzessin C h a r l o t t e von P r e u ß e n (1798–1860) heiratete am 13. Juli 1817 den späteren Zaren Nikolaus I. von Rußland. Vgl. auch unten Nr. 545.

²³ Vgl. Griewank, Wiener Kongreß S. 335 f.

großen Mächte, sie wollten Teil an den Unterhandlungen haben, die in einem Komitee der vier Mächte geführt wurden, worin jede drei Deputierte hatte, außerdem bildeten Nesselrode, Metternich, Hard[enberg] und Castlereagh noch eine Art inneres Komitee²⁴.

Die Franzosen waren von allem diesen unterrichtet, sie schmeichelten den Russen, hetzten gegen die Preußen, erschwerten diesem alle Subsistenzund Militärmittel, schrien über Exzesse, die sie nie nachwiesen, hielten den ersten Zahlungstermin der 25 Millionen nicht ein unter dem Vorwand, die Administration sei ihnen nicht vollständig wiedergegeben, lieferten keine Tücher.

In einer Unterredung mit Nesselrode äußerte dieser sich über die Schwäche Hard[enbergs], die Anarchie in der preuß[ischen] Regierung, die Verzögerung der Abgabe eines Entschlusses über das, was man als Ultimatum fordere, die Ungeschicklichkeit und Bitterkeit, womit die Preußen handelten, nichts erhielten und den Kaiser reizten. Diesem werde es, so wenig als Ludwig XVIII., auf eine oder die andere Festung ankommen, nur möchte man endigen.

Hardenberg legte endlich in einer Konferenz (29. August) seine Erklärung vor²⁵, worin er forderte, für Belgien Maubeuge, Givet, Charlemont, Philippeville, für Preußen Thionville und Saarlouis, für Österreich Landau und Bitsch, und Straßburg und Hüningen geschleift.

Kapodistrias äußerte sich (den 29. August) gegen mich sehr bitter über die Angelegenheiten. Der Zweck des Kriegs sei mit dem Fall von Bonaparte erfüllt, Rußland habe kein Interesse, Frankreich zu teilen oder zu schwächen, wolle man diesem viel entreißen, so könne es Rußland nicht zulassen, wolle man ihm wenig nehmen, so sei es für die Verbündeten von geringem Nutzen. Er war über das Betragen von England gegen die Sieben Inseln sehr aufgebracht, war mißvergnügt über Österreich und überhaupt sehr übellaunig. Seine herrschende Idee ist, durch Rußland Griechenland zu befreien, und er besorgt, daß so wenig England als Österreich die Vertreibung der Türken zulassen werden.

Bei dem Kaiser nahm sein Hang zum Mystizismus immer zu, er besuchte eine diesem ergebene Frau v. Krüdener²⁶, die in unmittelbarer Ver-

²⁴ S. oben Nr. 335, Anm. 2.

²⁵ Hardenbergs Denkschrift vom 28. August ist gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 7; vgl. auch Griewank, Wiener Kongreß S. 330 ff.

²⁶ Barbara Julie v. Krüdener (1764–1824), die Witwe des russischen Diplomaten v. Krüdener, die sich nach einem sehr bewegten Leben in der großen Welt der Diplomatie und Gesellschaft um 1805 plötzlich einer mystisch-ekstatischen Frömmigkeit ergeben hatte und seitdem als mondäne Missionarin und Prophetin die Länder bereiste. Sie traf mit dem Zaren im Sommer 1815 in Heilbronn zusammen und gewann sofort den stärksten Einfluß auf ihn. Sie bestätigte ihn in seinen politisch-religiösen Anschauungen von der ihm übertragenen Mission zur Rettung Europas und bestärkte außerdem mit christlichen Motiven seine politisch begründeten franzosenfreundlichen Tendenzen. Nach der Abreise des Zaren aus Paris ging Frau v. Krüdener in die Schweiz und nach Süddeutschland,

AUGUST/SEPTEMBER 1815

bindung mit der Gottheit zu stehen glaubte, von ihr Mitteilungen, selbst wundertätige Kräfte zu erhalten glaubte. Diese Religiosität hat bei dem Kaiser die wohltätige Wirkung, daß sie seiner Heftigkeit und seiner unruhigen Tätigkeit Grenzen setzt, die sonst für Europa sehr verderblich sein könnte. Unterdessen hat sie auf seine Leitung der inneren Angelegenheiten keinen Einfluß gehabt, er vernachlässigt diese fortdauernd.

Die Sache des Königs unterstützt er auf alle Art, er wies alle Anträge ab, sich für Labédoyère²⁷ und Ney zu verwenden, beide bekannten, eine nicht zu rechtfertigende Handlung begangen zu haben, der erstere starb mit vollkommener und christlicher Hingebung. Die Zusammensetzung des französ[ischen] Ministeriums ist sehr fehlerhaft, ein abgelebter Weltmann²⁸, der einen großen Teil seiner Zeit mit dem Salonleben zubringt, in dem geschwätzigen Verkehr mit alten und jungen Weibern, besonders einer Mad[ame] de Lavalle, Fouché²⁹, der von den Prinzen angefeindet wird, Pasquier³⁰, der Justizminister, und St. Cyr³¹, der die Armee aufzulösen beschäftigt ist, Louis³², ein ganz geschickter Finanzier. In den mittäglichen Provinzen dauern die Gewalttätigkeiten fort der Royalisten gegen

wo sie im Hungerjahr 1816 durch ihre religiöse Schwärmerei und ihre Mildtätigkeit einen starken Einfluß auf weite Kreise der Bevölkerung ausübte, sich freilich auch durch politische Ausfälle gegen die Regierung so mißliebig machte, daß sie nach Rußland ausgewiesen wurde. Dort lebte sie, ihrer Rolle getreu, bis zu ihrem Tode. S. Francis Ley, Madame de Krüdener et son temps (1764–1824), Paris 1961.

²⁷ Charles François Huchet, Comte de Labédoyère (1876–1815), französischer Offizier, der seit 1806 in allen Feldzügen Napoleons mit größter Auszeichnung gefochten hatte und schnell zum Oberst aufgestiegen war. Nach der ersten Restauration erhielt er das Kommando eines Linien-Regiments, ging jedoch sofort nach der Rückkehr Napoleons zum Kaiser über und zeichnete sich auch während der 100 Tage verschiedentlich aus. Er wurde deshalb nach der zweiten Restauration geächtet und nach seiner Verhaftung kriegsgerichtlich abgeurteilt und erschossen.

²⁸ Talleyrand.

²⁹ Vgl. oben Nr. 289, Anm. 9.

³⁰ Etienne Dénis, Duc de P a s q u i e r (1767–1862), einer berühmten französischen Juristenfamilie entstammend, trat er erst 1806 in den französischen Staatsdienst und brachte es schnell zum Polizeipräfekten. Bei der ersten Restauration stellte er sich auf die Seite der Bourbonen, denen er auch während der 100 Tage treu blieb. Ludwig XVIII. ernannte ihn nach seiner Rückkehr zum Großsiegelbewahrer.

³¹ Der Marschall St. Cyr war nach seiner Rückkehr aus der Kriegsgefangenschaft (er hatte zuletzt die Verteidigung von Dresden geleitet) zu den Bourbonen übergegangen und hatte auch während der 100 Tage sich auf ihrer Seite gehalten. Er wurde bei der zweiten Restauration Kriegsminister.

³² Jos. Dominique Baron de L o u i s (1755–1837), ursprünglich katholischer Priester, der 1791 ausgewandert war und sich im Exil der Finanzwissenschaft zugewandt hatte. Nach dem Staatsstreich Napoleons kehrte er zurück und gelangte schnell zu einer hervorragenden Stellung in der Finanzverwaltung des Kaiserreichs. Beim Zusammenbruch von 1814 wurde er Finanzminister der provisorischen Regierung, ein Amt, in dem ihn auch Ludwig XVIII. beließ.

ihre Gegner, und alles dieses wird durch den Herzog von Angoulème³³ und seine Gemahlin befördert. Die Erbitterung steigt von allen Seiten unter den Gemütern (vide Auszüge aus den Polizei-Berichten).

Wie übertrieben alles Geschrei über das Betragen der Preußen usw. war, ergibt sich aus den beiliegenden Polizei-Berichten³⁴.

In der Konferenz (29. August) überreichte Nesselrode eine Note³⁵. worin er von dem Prinzip ausging, daß die Erhaltung der Bourbonen die sicherste Bürgschaft für den Frieden sei, die Bedingungen müßten also von der Art sein, das königliche Ansehen zu befestigen, der russische Antrag sei also, fünfjährige Besetzung der von Wellington vorgeschlagenen Festungen, Zurückgabe der belgischen und deutschen durch den Pariser Frieden zedierten Länder, Zurückgabe von dem zedierten Teil von Savoyen an Sardinien, Überlassung von Landau an Deutschland, von Hüningen an die Schweiz, oder seine Schleifung, 600 Millionen Kontribution in drei Jahren mit Anrechnung des bereits Bezahlten und an Kleidungsstücken Gelieferten, Verwendung eines Drittels der Kontributionen zum Festungsbau in Deutschland und den Niederlanden. — Der Staatskanzler [überreichte] ein ausführliches Memoire³⁶, worin er antrug: 1) temporäre Besetzung von mehreren Plätzen, 2) Überlassung von Valenciennes, Maubeuge, Philippeville, Givet, Landau, Bitsch, Straßburg, Thionville und Saarlouis an die Alliierten, Straßburg als freie Reichsstadt.

Der Kaiser war darüber unzufrieden, äußerte sich so in einer Unterredung mit mir (4. September) und blieb bei der Meinung stehen, jede Zession sei dem Ansehen und der Erhaltung des Königs nachteilig, er sei hievon überzeugt, handle nach seinem Gewissen und sei bei dessen Zustimmung über den Erfolg, er sei, welcher er wolle, vollkommen beruhigt. Er war in einer frommen und mystischen Stimmung seit Wien. Frau von Krüdener und ihre Umgebungen, Bergasse³⁷, Madame Lezay-Marnesia³⁸, hatten ihn darin befestigt, er glaubte sich zum Wiederhersteller der Religion in Frankreich berufen, die Mitglieder seines Kabinetts benutzten diese Stimmung, um ihre Absichten durchzusetzen, Kapodistrias gestand mir ganz unumwunden in einer Unterredung, so er den Abend vor meiner Abreise hatte (9. September), Rußlands Interesse sei, Frankreich stark zu lassen, es

³³ Der Neffe Ludwigs XVIII. S. A. Stern, Geschichte Europas seit 1815, Bd. I S. 51 f.

³⁴ Stein-A. C I/26 e.

³⁵ Nesselrodes Denkschrift vom 24. August, die hier gemeint ist, war schon am gleichen Tage zusammen mit dem in Anm. 20 erwähnten Schreiben von Castlereagh nach England gesandt worden. Sie ist gedruckt in Castlereaghs Correspondence X S. 497 f.

³⁶ S. oben S. 420, Anm. 25.

³⁷ Nicolas Bergasse (1750-1832), im Jahre 1789 Deputierter von Lyon, Advokat, Anhänger des Mesmerismus. Über seine Rolle im Kreis der Frau v. Krüdener s. Francis Ley, Madame de Krüdener et son temps (1764-1824), 1961, S. 475 ff.

³⁸ Die Gattin des 1814 gestorbenen Straßburger Präfekten Andrien Comte de Lezay-Marnesia.

AUGUST/SEPTEMBER 1815

biete seine Verbindung den Bundesgenossen an und sei bereit, sie gegen Frankreich zu unterstützen. Er will hiedurch Rußland in den Stand setzen, seine Absichten gegen die Türken auszuführen, er meinte ferner, England sei mit Rußland im gegenwärtigen Fall nur deswegen übereinstimmend, weil es besorge, dieses möchte sich von dem großen Bund trennen. Seine Meinung hatte er in einer Denkschrift gegen eine von G[eneral] Gneisenau eingereichte (5. September) mit der seinem Volke eigentümlichen Spitzfindigkeit und Sophistik ausgeführt, die aber den gesunden Menschenverstand weder überzeugt noch betäubt. Übrigens war er wegen der Ansprüche der Engländer auf die unbedingte Herrschaft der Sieben Inseln und wegen der Hindernisse, so sie der Vertreibung der Türken in den Weg legen, über dieses Volk mißvergnügt. Pozzo fuhr fort, sich eine Stütze am französ[ischen] Hof zu verschaffen, und Nesselrodes Erbärmlichkeit ließ ihn allen Einflüssen preis.

Nach vielem Hin- und Herschreiben übergab endlich der F[ürst] Hardenberg (9. September) den Vorschlag⁴⁰, daß Belgien Givet, Philippeville, Charlemont und die im Pariser Frieden abgegebenen Bruchstücke zurückerhalten, dagegen die Festung Luxemburg an Preußen abgeben solle, dem Saarlouis und einige Distrikte an der Saar und Österreich Bitsch, Landau, Hagenau, Weißenburg, Hüningen zugeteilt würden. Sardinien erhalte das abgegebene Savoyen, die Kontribution werde auf 1200 Mill[ionen] festgesetzt, die nach einem gewissen Verhältnis unter die großen und kleinen Mächte zu verteilen seien, 200 000 Mann sollten in Frankreich 7 Jahre stehen bleiben und eine Festungslinie von Givet nach Lille besetzen. Diesem Projekt trat Österreich bei, die anderen forderten Bedenkzeit.

Bei dieser Lage der Sache war wenig mehr zu erwarten von Erhaltung einer guten Grenze für Deutschland, ich reiste also den 10. September ab, sprach den 12. September den König der Niederlande, machte ihn mit meiner Ansicht von der Lage der Sache bekannt und bemühte mich, ihn zu überzeugen, daß wir innere und äußere Sicherheit nur von einer festen Verbindung zwischen Österreich, Preußen und Belgien zu erwarten hätten. Er stimmte bei, beschwerte sich, daß Preußen im [...]⁴¹ vorbehalte, an der Maasgrenze ihn necke.

In Frankreich waren die Parteien im höchsten Grad der Spannung gegeneinander, der König schwach, unterhandelnd zwischen ihnen, die Prinzen standen an der Spitze der Royalisten, lähmten und influenzierten die Mi-

Die Denkschrift Gneisenaus vom 31. August ist gedruckt im Elsaß-Lothringischen Jahrbuch 20 (1942) S. 282 ff., Inhaltswiedergabe und archivalischer Nachweis der Antwort Kapodistrias' vom 24. August/5. September 1815 bei Griewank, Wiener Kongreß S. 332.
 Denkschrift Hardenbergs vom 8. September 1815, gedruckt bei Schaumann, Pariser Frieden II Nr. 13.

⁴¹ Zwei unleserliche Worte.

nister, ihr Versuch, Fouché mit Hilfe der frommen Umgebungen des Kaisers Alex[ander] zu entfernen, gelang ihnen nicht, da Wellington ihn unterstützte. Man besorgte, die Royalisten, so in den Wahlen zu den Kammern das Übergewicht erlangt, würden ihre Gegner zu vernichten suchen, es werde zu einem bürgerlichen Krieg kommen. Fouchés Berichte enthalten viel Wahres, aber auch viel Übertriebenes, die Auszüge aus den Polizei-Berichten sind von einem seiner Anhänger, dem Lt. Général de Police Turot⁴² mir zugestellt.

Die Klagen über das Betragen der preußischen Armee nahmen ab, wegen Kleidung und Geldvorschüssen schlossen das pr[eußische] und franz[ösische] Gouvernement Verträge ab — daß diese Ursachen der Mißhelligkeiten aufhörten, war sehr glücklich, weil der Kaiser der pr[eußischen] Armee abgeneigt war, sie des Ungehorsams anklagte und einstens gegen seine Generaladjutanten, namentlich Repnin, äußerte, er beklage, daß der Fall wohl eintreten werde, wo er eine brave und ihm in manchen Hinsichten schätzbare Armee werde bekämpfen müssen, um gegen sie ihrem König Hilfe zu leisten⁴³ — der Gedanke ist abscheulich.

⁴² Jos. Turot (1760–1825), ein alter Freund Fouchés aus der Revolutionszeit, den dieser während der 100 Tage zum Generalsekretär der Polizei für das Departement du Nord bestellt hatte. Er konnte sich, wie sein Herr und Meister, nach der zweiten Restauration nicht sehr lange halten.

⁴³ Vgl. auch Griewank, Wiener Kongreß S. 332, Anm. 53.